

INPRECOR

correspondance
de presse
internationale

compromis historique?



Pietro Ingrao, membre du bureau politique; Enrico Berlinguer, secrétaire général du PCI

MOUVEMENT OUVRIER : Des partis communistes européens entreront-ils dans des gouvernements bourgeois, P. Frank ° P.C.I. Le "Compromis Historique", L. Maitan ° GRECE : La restructuration de la démocratie bourgeoise, G. Vergeat ° ESPAGNE : Préparer la grève générale, LCR-ETA(VI) ° FRANCE : L'appel des Cent ° BOLIVIE : La crise de la Junte Militaire ° TCHECOSLOVAQUIE : L'Opposition et le Chili ° MALAISIE : Interview avec un dirigeant étudiant ° MOZAMBIQUE : Un pas vers l'indépendance, T. Southall ° AUSTRALIE : Tournée de meetings de E. Mandel ° SRI LANKA : Grève pour le Chili ° Le 11 Septembre en Europe

Bimensuel 3 octobre 1974 N° 9

FB : 25, FF : 2, 50, FS : 2, 50

...on discute
ouvertement de la
participation des p.c.
à des coalitions
gouvernementales.

DES PARTIS COM ENTRERONT-ILS BOURGEOIS ?

La crise est là et bien là. Si certains dirigeants bourgeois s'efforcent encore de pratiquer la politique de l'autruche en réduisant les difficultés économiques présentes à la hausse des prix des produits pétroliers, la plupart en disent plus. Ils n'évoquent pas une "société de consommation" qui aurait mis fin aux maux du capitalisme d'antan, ils dénoncent aujourd'hui une "société de gaspillage" dans un monde où sévit la pénurie. Les chantres de la croissance illimitée ont cédé la place aux partisans de la "croissance zéro" qui oublient tous ceux qui, dans le monde, n'ont pas connu les bienfaits de la période de prospérité. En Europe occidentale, deux pays, la Grande Bretagne et l'Italie, sont déjà au bord du gouffre économique. Ceux qui, comme la République Fédérale Allemande et la France paraissent encore se bien porter, connaissent toutefois une tendance indiscutable à la baisse du taux de croissance. Partout, à des degrés divers, le chômage ne cesse de monter et les prix aussi.

Les économistes bourgeois, pour la plupart, posent l'avenir sous la forme du dilemme "chômage ou inflation". En fait, les gouvernements de tous les pays capitalistes, à commencer par celui des Etats-Unis, ne savent comment combattre effectivement l'inflation. La nouvelle administration Ford se montre tout aussi paralysée dans ce domaine que l'était celle de Nixon. En outre, il apparaît que tous les gouvernements bourgeois craignent bien davantage le chômage que l'inflation, en raison des réactions que le chômage ne manque pas et ne manquera pas de produire de la part de la classe ouvrière. Tandis que l'inflation a plutôt l'air de soutenir la conjoncture économique. Mais, en réalité, ce n'est pas en face du dilemme "inflation ou chômage" que se trouve placé le capita-

lisme. Les années de boom sont derrière nous, les conditions qui ont provoqué les années de prospérité ont disparu, le temps des vaches maigres est arrivé et le capitalisme connaîtra à la fois inflation et chômage.

Une politisation croissante

D'où des perspectives politiques extrêmement sérieuses pour les pouvoirs capitalistes. Les forces de réaction et de répression plus ou moins fascisantes qui se manifestent ici et là -- et qu'il ne faut pas négliger même quand elles ne sont qu'à l'état embryonnaire -- sont encore insuffisantes. Le facteur politique dominant à présent, c'est la montée révolutionnaire des masses, leur politisation croissante.

La montée inaugurée par le Mai 68 de France a pu connaître par moment des paliers, elle n'a en aucun cas reculé. La chute de la dictature portugaise, celle des colonels grecs renforcent ce facteur dominant et ne seront pas sans conséquences, notamment en Espagne. Des déplacements à gauche se manifestent de façon évidente dans la classe ouvrière britannique, d'une façon moins développée et plus lente, mais non moins certaine dans la classe ouvrière allemande. De nouvelles formes de lutte se manifestent notamment face au chômage. L'exemple LIP a été le plus spectaculaire, mais un peu partout, l'occupation des entreprises qui licencient ou qui ferment devient courante. Même sous les formes confuses où on l'agit, l'idée de l'autogestion est une expression des tendances anti-capitalistes grandissantes. Quant à l'inflation, aux taux qu'elle a atteint désormais (15 à 20%

▼ ▼ ▼ ▼

VU LES AUGMENTATIONS DES PRIX D'IMPRESSION ET D'ENVOI QUI NOUS SONT IMPOSEES PAR LA CRISE CAPITALISTE INTERNATIONALE, INPRECOR SE VOIT OBLIGE D'AUGMENTER LE PRIX DE SES ABONNEMENTS. A PARTIR DU N° 7 (5 SEPTEMBRE 1974) CES PRIX SONT LES SUIVANTS :

UNE ANNEE, 25 NUMEROS : FF 50, FB 400, FS 35

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie-Bruxelles 1000

Correspondance de presse internationale

Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF50; FS35; FB400. \$canadien 10.

Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les envois par avion prendre contact avec la rédaction.

Pour tout règlement (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque

Agence Dailly 1030 - Bruxelles, Compte Courant N°210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques qu nom de Pascal Henri, et les faire parvenir à

l'adresse suivante : S.I.E. - 10 Impasse Guéménée, 75004 - PARIS

MUNISTES EUROPEENS DANS DES GOUVERNEMENTS

l'an), elle obligera les travailleurs à chercher également de nouvelles formes de lutte, car on ne peut y répondre ni avec seulement l'échelle mobile ni encore moins avec des grèves à cadences accélérées.

Sur le plan politique proprement dit, on avait pu constater qu'alors même que la prospérité ne faisait que commencer à s'essouffler, avant même que le chômage et l'inflation apparaissent très proches, la bourgeoisie avait, face à une montée déjà sensible de la classe ouvrière, fait appel dans plusieurs pays aux partis socialistes pour constituer des gouvernements qui prirent des formes diverses selon les pays (gouvernement travailliste en Grande-Bretagne, coalition en Allemagne, centre-gauche en Italie, etc.)

Participer au gouvernement

Mais, en prévision des difficultés qui s'annoncent, un phénomène nouveau se manifeste dans certains rangs de la bourgeoisie et dans certaines ailes de la social-démocratie : on y discute ouvertement l'éventualité d'une participation des partis communistes à des coalitions gouvernementales. Certes, de nombreux partis communistes avaient, dans la période qui suivit la fin de la deuxième guerre mondiale, participé à des gouvernements bourgeois qui servirent à reconstruire l'Etat et l'économie capitalistes, et, depuis, ces partis se sont toujours affirmés être des "partis de gouvernement", se conduisant comme tels même aux moments les plus intenses de la "guerre froide." En France, le PCF n'a cessé de respecter les institutions de la Vème République, nées d'un coup de force militaire en Algérie, et n'a nullement essayé d'exploiter la crise révolutionnaire de Mai 68. Le PC espagnol ne pose la question de l'élimination de la dictature franquiste qu'en termes pacifiques, en vue d'introduire un régime démocratique, même dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle. En Finlande on assiste depuis plusieurs années à une participation des membres du PC à une coalition gouvernementale; mais, dans l'ensemble du monde capitaliste on n'y voyait qu'un cas exceptionnel provenant de circonstances très spécifiques, un cas qui ne pouvait tant soit peu servir d'exemple à suivre.

La situation est différente aujourd'hui. Il ne s'agit pas de propos propagandistes, de désirs ou d'espoirs de la part des directions des partis communistes. C'est dans les rangs mêmes de la bourgeoisie que la question est soulevée, non en vue de débats académiques, mais à titre d'éventualité possible. Les bourgeois qui soulèvent et discutent ce problème le font d'une manière très sérieuse, comme d'un moyen pour faire

face aux difficultés politiques et sociales qui s'annoncent, aux périls qui montent, comme le moyen d'utiliser l'autorité des partis communistes auprès des masses et dont ils savent qu'ils ne sont plus depuis longtemps des partis révolutionnaires, afin d'endiguer et de faire refluer la montée ouvrière. Déjà, sans le moindre débat, le capitalisme portugais a fait appel au parti communiste portugais, lui a donné des postes gouvernementaux en vue d'assurer une transition aussi peu douloureuse que possible après la chute de la dictature -- et c'est un militaire aussi vieux jeu que Spínola qui coiffe cette opération de son autorité auprès de la bourgeoisie portugaise et même mondiale. En France, l'élection présidentielle de mai dernier ne fut pas seulement caractérisée par son résultat numérique (une différence de moins de 1% entre les deux candidats), mais aussi et surtout par l'échec de l'opération bourgeoise qui consistait à éviter le danger que constituait pour Mitterrand son alliance avec le PCF. Depuis plus de deux ans, on ne cessait de lui dire : vous voulez souper avec le diable sans avoir une grande cuiller. Or, à la fin de la campagne électorale, il avait fini par faire accepter par de larges couches de la bourgeoisie que les dirigeants du PCF étaient des ministrables valables. En Italie, les convulsions du centre-gauche sont devenues telles que, au sein même de la démocratie-chrétienne, des voix nullement isolées s'élèvent pour envisager assez favorablement le "compromis historique" mis en avant par la direction Berlinguer du PC italien. Vendant la peau de l'ours avant même qu'il soit mort, le PC espagnol vient de constituer une "junte démocratique" avec un certain nombre de politiciens bourgeois pour prendre la succession de Franco. Cette "junte" se heurte, il est vrai, à un autre regroupement tenté par le Parti Socialiste, mais il n'en existe pas moins en Espagne, comme en France et en Italie, une tendance à envisager une coalition gouvernementale avec un parti communiste. Nous ne pouvons savoir ce qui va se passer en Grèce dans un avenir relativement proche; mais les deux partis communistes rivaux ont l'un et l'autre mis tant d'eau dans leur vin qu'il n'y aurait rien de surprenant à ce que des politiciens bourgeois soient tentés de conclure quelque alliance avec eux face à une montée ouvrière.

Dans d'autres pays d'Europe occidentale, les partis communistes sont si faibles que les formations ou politiciens bourgeois ou sociaux-démocrates n'ont pas besoin d'envisager l'éventualité de coalitions gouvernementales avec ces partis. Toutefois, on peut distinguer dans les partis sociaux-démocrates des embryons de "tendance à la Mitterrand" et il ne serait pas surprenant, le cas échéant, que des gouvernements socialistes fassent appel à des voix communistes. Enfin, sans donner à la chose plus d'importance qu'elle n'en mérite, on doit retenir que pour la pré-

mière fois depuis des décennies, les leaders des syndicats britanniques ont accepté la présence d'un membre du PC britannique dans le comité central du Trade Union Congress (Confédération Syndicale.)

Une innovation?

Soulignons-le : nous ne sommes pas en présence d'une innovation théorique ou politique de la part des partis communistes, mais d'une éventualité envisagée très sérieusement par des ailes substantielles de la bourgeoisie. La question se pose : quelles pourraient être les difficultés à la mise en application d'une telle possibilité ? Certainement, cela entraînerait de farouches réactions de parties de la bourgeoisie qui se prépareraient pour des opérations à la Pinochet. Mais, ce sont les difficultés qui pourraient surgir dans une négociation entre partenaires possibles d'une coalition gouvernementale qui nous intéressent d'abord. On ne peut, a priori, donner de réponse certaine, mais on peut et on doit relever ce qui s'est dit au cours de la récente campagne électorale en France. Lorsque des politiciens et des journalistes bourgeois ont posé à Mitterrand d'une part, aux dirigeants du PCF d'autre part, des questions relatives à la composition d'un éventuel gouvernement de l'Union de la Gauche, Mitterrand s'est esquivé laissant la parole à Marchais, lequel a dit que le PCF ne revendiquerait ni le poste de Premier Ministre, ni des ministères spécifiques (l'Intérieur, la Défense Nationale, par exemple), mais tout simplement un certain nombre de ministères (environ un tiers du gouvernement) correspondant à sa représentativité dans l'Union de la Gauche.

Ce n'était sûrement pas là une réponse improvisée, mais l'expression d'un accord acquis préalablement dans les sommets de l'Union de la Gauche. Autrement dit, la direction du PCF faisait patte de velours, étant plus intéressée à se faire accepter, au moins pour une première période, comme un partenaire gouvernemental valable, qu'à faire prévaloir une politique donnée dans un domaine déterminé. Il ne faut pas oublier que la direction du PCF s'est prononcée ainsi tout en sachant qu'un gouvernement issu de l'élection de Mitterrand n'aurait pas appliqué, même partiellement, le "programme commun." Sur le plan de la politique intérieure, le PCF se montrait et se montre très accommodant... sauf en ce qui concerne d'éventuelles mesures qui résulteraient de supposées "pressions de gauche." Ainsi, en ce moment même, se prépare un élargissement du Parti socialiste, destiné à englober, entre autres, le PSU (la partie que peut entraîner Rocard). Pour mieux faire cette opération, Rocard voudrait obtenir quelques formules un peu sonores. Cela a suffi pour que la direction du PCF -- qui ouvre les bras à tous les "gaullistes de gauche" -- fasse nettement entendre au Parti socialiste qu'elle mettrait un veto à de telles formules.

Sur le plan de la politique extérieure, le PCF a opéré très lentement et à pas feutrés une évolution qui lui permet, à l'occasion, de prendre une certaine distance du Kremlin sur des questions secondaires pour ce dernier, mais importantes pour les nécessités "nationales" du PCF. Moscou se montre d'ailleurs "compréhensif" pour de telles attitudes. Même sur la question de la Communauté Economique Européenne, il n'y a plus de véritable conflit entre le PCF et une importante partie du capitalisme français. Le PCF accepte désormais la CEE comme un "fait", des députés du PCF siègent au Parlement Européen de Strasbourg. Les syndicats CGT cherchent à obtenir la reconnaissance de la CEE et à devenir membres de la

Confédération Européenne des Syndicats (CES), dont fait déjà partie la CGIL italienne. Le PCF reste opposé à ce que la CEE devienne un pouvoir politique, une "super-puissance" -- c'est un point de vue largement partagé par les capitalistes européens. De même le PCF, s'il est prêt à accepter une "Europe européenne" comme l'entendait de Gaulle, est contre une "Europe atlantique", ce qui est également la position de larges courants capitalistes européens face aux prétentions du capitalisme américain.

La dernière carte à jouer

S'il n'apparaît pas d'obstacle majeur quant aux problèmes politiques proprement dits pour une éventuelle participation gouvernementale de certains partis communistes, il y a tout de même un problème politique qui se trouve soulevé par une telle éventualité et qui, lui, est vraiment épineux. C'est dans la perspective d'une situation politique et sociale grave qu'une telle participation gouvernementale est envisagée. Mais la question se pose : à quel moment faudrait-il y procéder ? Pour ceux mêmes des bourgeois qui acceptent cette participation, il n'en reste pas moins que ce serait la dernière carte à jouer. Quand donc la jouer ? Le faire trop tôt, ce serait user prématurément l'autorité des partis communistes et risquer de l'affaiblir considérablement au moment où son intervention serait décisive. Mais d'autre part, il ne faut pas non plus, pour la bourgeoisie, jouer cette carte ultime trop tard, c'est-à-dire à un moment où la dynamique de la lutte de classes dépasserait les possibilités d'endiguement par le parti communiste. De toutes façons, si l'éventualité d'une participation gouvernementale communiste soulève des discussions difficiles dans les milieux politiques bourgeois, la réalisation d'une telle éventualité ne se posera vraiment que dans des situations au plus haut point dangereuses pour le régime capitaliste.

La montée révolutionnaire actuelle en Europe n'a pas encore atteint un niveau aussi dangereux pour la bourgeoisie. Il n'en est pas moins important pour les marxistes-révolutionnaires de comprendre la signification de ces nouvelles tendances dans la bourgeoisie et d'envisager quelles pourraient être les conséquences pour les partis communistes et les couches ouvrières contrôlées par ceux-ci. Il est possible, probable même, que des divergences ou des tensions apparaissent à l'avenir dans les partis communistes, du fait des contradictions entre les pressions provenant de la montée des masses et l'inertie des appareils de ces partis et des syndicats sous leur contrôle. Ces divergences ou ces tensions devront être exploitées par les marxistes-révolutionnaires pour affaiblir l'autorité des directions traditionnelles sur les masses. Mais il nous paraît douteux que ces divergences ou tensions se développent rapidement jusqu'à mettre en cause la politique d'accession des partis communistes au gouvernement. Car ces partis sont depuis des décennies imbus d'une mentalité réformiste, ils recrutent et éduquent leurs membres sur une base fondamentalement réformiste. Par exemple, dans le cas du PCF, il subit actuellement des difficultés inconnues jusqu'alors, il ne peut guère gagner ni sur sa droite ni sur sa gauche, mais ses membres ont plus que jamais la perspective de victoires électorales de l'Union de la Gauche. C'est donc vraisemblablement au cours d'une participation gouvernementale des partis communistes que commencera à sonner pour ceux-ci l'heure de la vérité. A la différence de la période qui suivit la fin de la deuxième guerre mondiale où ils ont bénéficié de l'auréole des victoires des armées soviétiques, ils ne se trou-

veront pas face à une classe ouvrière épuisée par les années de chômage, de fascisme, de guerre qui s'en remet rapidement aux directions traditionnelles, mais face à une classe ouvrière profondément rajeunie, à la combativité croissante et dans laquelle existe une avant-garde relativement importante qui, n'ayant plus confiance dans les directions traditionnelles, cherche une orientation révolutionnaire.

La résolution du 10ème Congrès Mondial de la IVème Internationale sur la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste a largement défini les tâches des marxistes-révolutionnaires pour ces pays. Les tendances qui se sont récemment exprimées dans des ailes de la bourgeoisie en faveur de la participation des partis communistes à des gouvernements bourgeois ne font que donner une urgence accrue à la réalisation de ces tâches. Il faut contribuer à pousser ces partis au pouvoir de façon autonome, sans semer pour cela la moindre illusion. Ainsi, rien n'est plus ridicule et dangereux que les for-

mules des frères ennemis Healy et Lambert demandant de porter partis socialistes et partis communistes au pouvoir "sur un programme socialiste", ce qui laisse entendre que ces partis pourraient appliquer un tel programme. Il faut au contraire avertir par avance les masses de l'impuissance de tels gouvernements. Aussi, la tâche essentielle présente est la propagation, et partout où cela devient possible même sous une forme élémentaire la création, au cours des luttes, d'organes d'auto-direction de ces luttes par la classe. Au moment où des couches bourgeoises inquiètes mettent leurs espoirs pour la survie de leur régime dans une utilisation des directions des partis communistes, il devient plus nécessaire que jamais d'enseigner par la propagande et par la pratique à la classe ouvrière une méfiance renforcée dans les appareils dirigeants des formations traditionnelles et de lui donner une volonté grandissante de prendre son sort dans ses propres mains.

le 24 septembre 1974

Pierre Frank

ITALIE

LE P.C.I. ET



Giancarlo Pajetta, directeur de l'Unità et Enrico Berlinguer

LE "COMPROMIS HISTORIQUE"

La crise politique sans issue que traverse la bourgeoisie italienne depuis plusieurs années, sous la pression des luttes ouvrières intenses, a amené certains parmi les principaux dirigeants capitalistes à envisager de faire appel au Parti Communiste italien au gouvernement. D'autre part la réponse qu'a donné E. Berlinguer, secrétaire du P.C. italien au coup d'Etat chilien, le "compromis historique" a placé au centre du débat cette question de la participation des organisations ouvrières à

des gouvernements bourgeois. Il est essentiel pour les militants marxistes-révolutionnaires de bien saisir l'enjeu de cette question. C'est pourquoi nous publions dans ce numéro d'INPRECOR une analyse de la politique du Parti Communiste Italien et des perspectives du "compromis historique" proposé par ses dirigeants. Nous aborderons, dans des prochains numéros d'INPRECOR, la politique d'autres P.C. européens.

* * *

Né à la veille de la victoire du fascisme, lorsque le mouvement ouvrier était déjà dans une politique de reflux, le PCI fut caractérisé pendant une courte période par une déformation sectaire bordiguiste. (1) La "bolchévisation" coïncida dans une très large mesure avec la stalinisation, malgré le caractère très spécifique de la direction Gramsci. (2) Au moment où le parti apparaît comme une organisation relativement consolidée au niveau de son appareil, il souffre en même temps de la stalinisation et de la carence de liens solides avec les masses. Ce n'est que dans la seconde partie de la deuxième guerre mondiale -- notamment à partir de 1943 -- et dans les années immédiatement suivantes, qu'il se transforme en un parti avec une très large base de masse, hégémonique dans la classe ouvrière.

Dans les années 30, quand l'appareil était sous l'emprise stricte du Komintern stalinisé, le deuxième facteur fut de loin déterminant. Cette situation se prolongea, pour l'essentiel, jusqu'à la mort de Staline. Toutefois, déjà à partir des années 40, le parti doit commencer à tenir compte beaucoup plus qu'auparavant des nécessités de sa base qui est désormais une très large base de masse. D'autre part, son appareil se développe considérablement et surgit une "bureaucratie indigène" de plus en plus ample (membres des appareils à tous les niveaux, membres des appareils syndicaux, représentants du parti dans les institutions politiques et administratives, réseau de coopératives donnant la relève au réseau réformiste traditionnel.)

Après la mort de Staline et notamment après le XXème Congrès (1956) la transformation s'accroît et s'opère un changement plus radical : dans la mesure où la distinction est légitime, c'est le troisième facteur qui prend le dessus. La politique du PCI est déterminée, fondamentalement, par les exigences internes de la bureaucratie, par les besoins de sa politique, de sa stratégie et de sa tactique dans le contexte national. Cela se traduit, entre autres, par l'abandon de la pratique -- classique dans les années 30 et 40 -- de l'alignement automatique sur toutes les positions exprimées par la direction du PCUS (Parti Communiste de l'Union Soviétique) et par l'adoption d'une autonomie relative de jugement se concrétisant à plusieurs reprises dans des attitudes politiques différentes, exprimées publiquement.

Au cours de la dernière période de l'histoire du PCI (depuis 1968 jusqu'à aujourd'hui) la prépondérance du troisième facteur est devenue encore plus nette (surtout par rapport au second, à savoir les nécessités de la bureaucratie soviétique.) En partant de cette réalité, s'est posée la question de savoir si le PCI s'était transformé dans une organisation typiquement social-démocrate.

Une organisation social-démocrate ?

Incontestablement, il a fait de grands pas en avant dans cette direction et sa pratique politique et organisationnelle a des analogies de plus en plus strictes avec celle des partis réformistes classiques. De plus, il cherche des alliances avec les plus puissantes social-démocraties européennes (la SPD allemande en particulier) dans le cadre d'une stratégie visant à la formation d'une Europe "démocratique", autonome aussi bien par rapport à Washington qu'à Moscou. Toutefois, le changement qualitatif, qui justifierait l'abandon de notre caractérisation traditionnelle, ne

s'est pas produit. Le tissu qui lie l'appareil bureaucratique du PCI et la bureaucratie de l'URSS et des autres Etats ouvriers dégénérés n'est pas brisé. Si des stimulants puissants et des considérations tactiques opèrent comme force centrifuge, des intérêts concrets poussent dans le sens opposé. Surtout, pour la bureaucratie du PCI qui a eu une genèse spécifique et a toute une histoire derrière elle, pour qui certains liens ont eu -- et ont -- des implications matérielles en plus que politiques, l'existence d'un pays tel que l'Union Soviétique (de même que les autres Etats ouvriers dégénérés) ne cesse de représenter, en dernière analyse, un élément puissant de force et de prestige. C'est pourquoi, même aux moments de très grande tension, le parti a finalement recherché une solution de compromis et, malgré sa transformation interne, il a maintenu un alignement international qualitativement différent de celui de la social-démocratie.

Dans la période allant de la mort de Staline à 1968 -- coïncidant, en gros, avec le boom prolongé de l'économie capitaliste mondiale -- les conditions objectives accélérèrent la transformation graduelle du parti. Dans un contexte caractérisé par l'absence de très grandes mobilisations de masse et une stabilisation relative du système, les polémiques de 1956/57 -- qui pourtant devaient laisser des traces très profondes dans le mouvement ouvrier italien dans son ensemble -- impliquaient surtout la base petite-bourgeoise et intellectuelle du parti et les appareils aux différents niveaux. Les critiques envers la bureaucratie soviétique et le stalinisme allaient dans le sens d'une différenciation à droite : ce n'est que dans des proportions extrêmement réduites que des critiques de gauche s'exprimaient (sur les questions intérieures et sur les questions internationales.)

En même temps, l'absence de grandes luttes et les défaites dans certains bastions décisifs (FIAT) (3) provoquaient ou facilitaient des changements dans les rapports entre le parti et les masses. Même dans les périodes les plus difficiles, le PCI put maintenir son influence électorale et syndicale. Mais les liens directs avec la classe ouvrière s'atténuaient de plus en plus. Cela se manifestait par la diminution du pourcentage des ouvriers parmi les membres du parti, par la disparition ou la présence éphémère du parti comme force politique organisée dans les entreprises, par le recul, sinon la destruction dans les entreprises des structures de base des syndicats. Le prix que le parti et les syndicats paieront sera celui d'être largement débordés, notamment à la première étape de la nouvelle montée des luttes (1968-69) et de laisser, donc, un espace considérable à des forces échappant à leur contrôle. Il va de soi que ce hiatus était déterminé, en dernière analyse, par la contradiction entre la nature de la période qui s'ouvrait et la nature du parti. Mais les phénomènes de débordement et la formation des avant-gardes nouvelles furent facilités par la dilution précédente des liens entre le parti (et les syndicats) et la classe ouvrière.

Capter le mouvement

La crise sociale et politique majeure qui s'ouvre en 1968 et qui est loin d'être terminée, provoque une pression puissante sur le PCI de la part du mouvement de masse. Pour lui c'est une nécessité primordiale de défense de son rôle et de sa stratégie, du système d'intérêt auquel il est intégré, de ne pas être coupé du mouvement ou complètement débordé. La tradition du togliatisme et la pratique adoptée notamment au moment de l'explosion de la crise du mouve-

ment communiste international, l'avait éduqué à une grande souplesse, à une intelligence tactique incontestable. Après les premières manifestations de désarroi et quelques réactions sectaires, le groupe dirigeant fit preuve de ses capacités d'adaptation au nouveau contexte. Fondamentalement il s'efforça d'intégrer les mouvements nouveaux dans sa stratégie politique d'ensemble.

Plus précisément, le PCI chercha à utiliser les forces surgies dans la crise -- la montée ouvrière et le dynamisme des nouvelles générations prolétariennes, la force de frappe du mouvement des étudiants et la radicalisation de la petite-bourgeoisie -- pour augmenter son poids dans le contexte national et pour être en condition de proposer avec des chances accrues son projet de renouveau "démocratique" et de restructuration réformiste. Ce n'est pas par hasard que la relance de la politique des réformes -- par le truchement des syndicats -- s'est produite vers la fin de 1969. A l'époque, l'Italie était dans une situation pré-révolutionnaire, la montée ouvrière avait atteint son apogée et les syndicats avaient mené à bien leur opération de récupération et de canalisation du mouvement. Les réformistes pouvaient avancer leur projet aussi bien comme une réponse aux nécessités d'un mouvement de masse qui exigeait des solutions politiques d'ensemble (ce que l'extrême-gauche n'était pas en condition d'exprimer), que comme une alternative pour la bourgeoisie elle-même, si elle voulait éviter le danger d'une crise encore plus grave, et, en dernière analyse, incontrôlable.

En l'absence d'un parti révolutionnaire, en ligne générale, un parti réformiste avec des racines dans la classe ouvrière se renforce dans une première étape d'une crise sociale et politique, dans la mesure où des couches ouvrières nouvelles se politisent et se radicalisent (parallèlement il y a un renforcement des syndicats.) Le PCI ne se limita pas à un effort pour augmenter le nombre de ses adhérents et accroître sa base électorale. Il s'efforça d'insérer dans le parallélogramme de sa politique les forces et les impulsions se développant depuis 1968.

Ainsi, il appuya l'initiative syndicale assurant en même temps une canalisation et une valorisation des conseils de délégués. Dans ses généralisations, il incluait les conseils parmi ces formes de démocratie "directe", complémentaires des institutions parlementaires qui, depuis longtemps, reviennent comme un leit-motiv, notamment dans les articles et les discours du courant centriste de Pietro Ingrao.

L'opération s'avérait plus difficile à l'égard du mouvement des étudiants, dans la mesure où ce mouvement s'était développé complètement en dehors de l'influence du PCI et pouvait être plus difficilement canalisé. Mais l'axe d'orientation des dirigeants du PCI fut sensiblement le même. La nouvelle composante du mouvement de masse devait être mobilisée en fonction de la stratégie des réformes. Les premières tentatives de concrétisation de cette ligne allaient dans le sens de rechercher une alliance ou une convergence avec certains secteurs du mouvement étudiant, susceptibles d'être mieux utilisés dans ce but (Mouvement de Capanna à Milan). (4) Plus tard, surtout en 1973/74 le PCI retrouvait les conditions, du moins partielles, pour des initiatives directes de son organisation de jeunesse. En même temps, la croissance spectaculaire du syndicat des enseignants relié à la CGIL (Confédération Générale Italienne du Travail -- Centrale syndicale influencée par le PCI) lui assurait un autre instrument important sur ce terrain. Finalement -- et c'est un aspect essentiel -- il pouvait exploiter l'aspiration du mouvement étudiant à une

convergence avec la classe ouvrière et sa disponibilité à en accepter l'hégémonie. L'intervention des syndicats sur les problèmes étudiants et dans les luttes étudiantes était le moyen concret de mener à bien cette opération, qui, en dernière analyse, allait dans le sens souhaité par l'optique réformiste globale du PCI. L'une des conséquences fut que dans le cadre de leur reflux centriste, les groupes d'extrême-gauche réduisaient leurs propres plateformes pour le mouvement étudiant et en pratique ils adoptaient une attitude suiviste face à la bureaucratie des syndicats.

En conclusion : la montée puissante et prolongée de la classe ouvrière, le développement du mouvement des étudiants, la radicalisation des couches très larges de la petite-bourgeoisie, la crise de direction sans précédent de la classe dominante, l'évolution de la situation mondiale ont permis au PCI d'accroître ultérieurement son influence et d'apparaître comme une force de plus en plus insérée dans le jeu politique réel. C'est pourquoi il reste largement hégémonique dans la classe ouvrière, et la bourgeoisie se trouve chaque jour davantage face au problème de définir son attitude envers lui.

Cette constatation élémentaire ne doit pas, toutefois, faire oublier deux autres éléments essentiels. Le premier est que, s'il maintient, par le truchement des organisations qu'il dirige où qu'il influence d'une façon prépondérante, son hégémonie sur la classe ouvrière, les liens entre les appareils et la base -- organisée ou non organisée -- ne reflètent pas une adhésion complète à ses conceptions et orientations, mais ils subsistent malgré des attitudes critiques assez généralisées; dans un certain nombre d'occasions importantes des mouvements de masse ont commencé et se sont développés hors de son emprise; une avant-garde prolétarienne large existe, qui n'est passomisée à son hégémonie.

Le deuxième élément est que, malgré sa force accrue, le PCI est dans une très large mesure paralysé. Cette paralysie substantielle découle d'une contradiction capitale : le PCI lutte pour imposer des solutions réformistes dans une période où les marges objectives du réformisme sont inexistantes ou presque, et la dynamique de la situation exige des solutions impliquant une rupture du cadre du système, des solutions révolutionnaires. La crise de la société italienne s'exprime aussi dans cette crise spécifique du parti ouvrier majoritaire, marqué historiquement par la stalinisation et inséré de plus en plus dans une logique réformiste.

Le compromis historique

L'écrasement du gouvernement Allende, exalté comme une vérification pratique de la possibilité de préparer une transition au socialisme par voie "démocratique", provoqua des réflexions critiques au sein du PCI et fut l'occasion d'une redéfinition de la stratégie globale. Le groupe dirigeant au tour de Berlinguer affirma que la cause de la défaite, au-delà des erreurs tactiques dans l'application de la ligne, résidait dans le fait que les partis ouvriers n'avaient pas réussi à réaliser et à consolider un front d'alliances suffisamment ample. Plus concrètement, il aurait fallu éviter l'affrontement par la réalisation, dès le début, d'un accord systématique avec la démocratie-chrétienne, (ou du moins une partie importante de ce parti.)

Cette appréciation fut le point de départ de la "théorisation" de ce que l'on appelle le compromis histo-

rique", lancée par Berlinguer dans une série d'articles consacrés au bilan de la défaite chilienne.

On ne saurait affirmer que la stratégie du compromis historique représente une nouveauté absolue pour le PCI. Berlinguer peut affirmer légitimement qu'il s'agit de l'aboutissement logique de toute la politique du parti. La formule même fut utilisée en 1947 par Togliatti. Mais ce qui est significatif est qu'une telle leçon soit tirée justement d'une expérience qui devrait amener à une conclusion diamétralement opposée, et cela, dans le but de justifier une politique qui propose comme solution à la crise la plus grave du système au cours des dernières trente années, la formation d'une direction politique basée sur la collaboration des communistes, des socialistes et des démocrates-chrétiens, à savoir une relance d'une collaboration déjà pratiquée à la fin de la seconde guerre mondiale.

En d'autres termes, d'après les dirigeants du PCI, la crise du capitalisme ne doit pas être affrontée dans une perspective de lutte du prolétariat pour le pouvoir et même pas de lutte pour un gouvernement des partis ouvriers sur la base de la conquête d'une majorité parlementaire. La perspective doit être celle de l'instauration d'une démocratie "avancée", d'une restructuration réformatrice du régime qui est survenue en 1945, sur la base d'une collaboration systématique avec les secteurs les plus dynamiques et "modernes" de la bourgeoisie qui rejettent ou considèrent impraticable une solution fasciste ou bonapartiste ou une dictature militaire. L'argument sous-jacent (parfois assez explicitement énoncé) est qu'il faut éviter à tout prix un affrontement majeur, puisqu'il mènerait à une défaite de la classe ouvrière et à la perte de toutes les conquêtes arrachées à la fin de la deuxième guerre mondiale et après 1968.

Aussi bien les militants du mouvement ouvrier que les observateurs bourgeois s'interrogent : est-ce que le compromis historique sera effectivement réalisé ?

Le P.C.I. au gouvernement ?

Il n'y a pas de doute que les conditions politiques pour une telle solution sont aujourd'hui plus favorables qu'il y a quelques années. Du point de vue international, le contexte actuel n'implique pas d'obstacle absolu et les expériences les plus significatives après 1968 (de l'attitude du PCF lors de la crise révolutionnaire de Mai à l'entrée du PC portugais dans un gouvernement de coalition nationale) encouragent des secteurs importants de la bourgeoisie à accepter l'idée d'une collaboration avec le PCI même au niveau du gouvernement.

Si la crise devait s'approfondir davantage, si le gouvernement de centre-gauche devait être définitivement balayé, si aucune autre solution n'était possible, la bourgeoisie accepterait fort probablement le "compromis historique" comme sa dernière chance, comme la solution extrême.

Il faut ajouter que le PCI a déjà donné des "garanties" importantes. Il n'a pas fait le saut qualitatif, mais il s'est intégré dans le jeu au niveau parlementaire et administratif. A plusieurs occasions il a permis à des gouvernements de survivre, en allant jusqu'à proclamer qu'il avait désormais adopté une ligne d'"opposition de type différent." A l'occasion des

décrets fiscaux du mois de juillet dernier, qui représentent un coup très dur pour le pouvoir d'achat de la classe ouvrière et des couches très larges de la petite-bourgeoisie, il a exercé une pression parlementaire pour obtenir des changements mineurs, mais il n'a pas adopté une tactique d'obstruction qui aurait amené à l'annulation des décrets et à la chute du gouvernement. Au mois de juin il a publié une plateforme de revendications économiques n'impliquant aucune différence majeure par rapport aux solutions envisagées par le gouvernement.

Toutefois les dèss ne sont pas encore jetés et, à court terme, il est improbable que le Rubicon soit franchi. La bourgeoisie et ses partis sont déchirés par des polémiques violentes et il y a des flottements constants. Au cours de son dernier conseil national la Démocratie Chrétienne a opposé un refus très net aux avances du PCI et, ce qui est encore plus significatif, un NON a été prononcé par le dirigeant numéro 1 de la FIAT et de l'organisation du patronat (Agnelli), qui, pourtant, était considéré comme l'un des bourgeois les plus favorables au compromis (à cause, entre autres, de ses rapports excellents avec la bureaucratie soviétique.) Les arguments traditionnels reviennent sous la plume de tel ou tel autre politicien. Mais l'opposition qui subsiste est due, fondamentalement, à deux raisons : (1) les cercles bourgeois favorables à aller de l'avant hésitent, de crainte d'une réaction très dure des secteurs qui feraient les frais du compromis; (2) la Démocratie Chrétienne, de nouveau en pleine crise, est affolée d'une collaboration que le PCI, beaucoup plus homogène et solide, pourrait exploiter en sa faveur. En particulier, la DC craint -- et elle n'a pas tort -- que le PCI puisse gagner le soutien de couches petites-bourgeoises et même d'industriels petits et moyens (un tel appui existe déjà en réalité dans les régions dites "rouges" du centre de la péninsule.) Une telle évolution pourrait amener à une restructuration profonde des rapports politiques et la bourgeoisie n'est pas encore prête à accepter une telle perspective avec tous les risques qu'elle implique.

Quant au PCI, lui aussi il hésite et il hésitera avant de faire le pas décisif (par exemple : au printemps il a adopté pendant quelque mois la formule de l'"opposition intransigeante".) Tout d'abord il se préoccupe de ses liens avec les masses : ce n'est pas une préoccupation secondaire dans un pays qui a connu les grands mouvements de ces cinq dernières années, où se sont produits des débordements importants, et où existe la nouvelle avant-garde la plus large de toute l'Europe capitaliste. En deuxième lieu, il ne veut pas prendre des responsabilités qui, dans le contexte donné, seront nécessairement lourdes, sans la garantie qu'il s'agit d'une opération d'envergure. Pour une opération de petite dimension, Berlinguer et compagnie ne sont pas disposés à prendre des risques majeurs : ils l'ont dit tout à fait explicitement à plusieurs reprises.

La question se pose de savoir si la réalisation éventuelle du compromis historique par l'entrée du PCI au gouvernement pourrait amener à une stabilisation. La bourgeoisie aurait probablement à court terme des marges de manoeuvre plus amples, mais, en ligne générale, la réponse à la question doit être négative. La crise que connaît la société italienne est à la fois structurelle et conjoncturelle. Elle est si vaste et profonde qu'une stabilisation à court et moyen terme ne serait pas réalisable, même dans l'hypothèse extrême que le compromis historique se réalise sur la base de toutes les propositions avan-

cées par le PCI en matière économique et sociale. Dans l'hypothèse de quelques réformes réelles, la conséquence serait une multiplication des tensions sociales, une prolongation des conflits qui durent depuis 1968 et même leur aggravation. L'expérience chilienne est éloquentes en la matière aussi.

Les tâches des révolutionnaires

Même s'il ne se réalise pas à court terme, le compromis historique pose des tâches politiques et tactiques aux révolutionnaires. En effet, le sujet est au centre des débats et les ouvriers dans les entreprises en discutent beaucoup. Cela reflète la persistance de certaines illusions, mais cela reflète aussi le degré de politisation, les ouvriers se rendant compte que la solution doit être recherchée sur le terrain politique général et non sur le terrain purement revendicatif et défensif.

Les révolutionnaires ont une tâche de propagande indispensable. Ils doivent clarifier le contenu essentiel du compromis historique -- une forme nouvelle de collaboration de classe. Ils doivent le faire sur une large échelle, systématiquement, en rappelant les leçons du passé (notamment de la période 44-47). Par leur agitation axée sur des mots d'ordre de transition liés au problème de la crise économique et politique (voir à ce sujet INPRECOR N°8), ils s'efforceront, d'autre part, de démontrer, dans la pratique, par l'expérience des luttes, qu'un compromis avec la bourgeoisie est impossible si on ne veut pas renoncer à défendre non seulement les intérêts historiques, mais également les intérêts immédiats vitaux de la classe ouvrière et des autres couches exploitées. Cette action est d'autant plus nécessaire que les groupes d'extrême-gauche glissent dans le marais centriste, nourrissent la confusion la plus lamentable et opèrent dans une logique d'adaptation de plus en plus nette.

Si le compromis historique se réalise, une phase nouvelle s'ouvrira. Il sera nécessaire pour les révolutionnaires de ré-examiner leur orientation. Fort probablement, une large partie des masses considéreront l'avènement du PCI au gouvernement comme une victoire et auront une confiance accrue dans leur force, dans l'efficacité de leur lutte. Cela signifie que, du point de vue tactique, les révolutionnaires auront des problèmes délicats à résoudre. Mais ce n'est pas le but de cet article de les affronter maintenant.

23 septembre 1974
Livio Maitan

NOTES

- (1) Le 20 novembre 1920, à Imola, se tient le congrès de la fraction communiste unifiée du Parti socialiste italien. Sont réunis : le noyau central des ex-abstentionnistes (Bordiga qui avait subi une forte pression lors du 2ème Congrès de l'Internationale Communiste en faveur de cette unification,) les ex-maximalistes de gauche (Bombacci, Gennari), l'ex-gauche d'Ordine Nuovo (Gramsci, Togliatti...) et la majorité de l'organisation de jeunesse du PSI dirigée par Polano. Lors du congrès de Livourne (janvier 1921) la fraction communiste unifiée ("les communistes purs") réunirent sur leur plateforme: 58 783 voix sur un total de 172 487. Ils se retirèrent alors du Congrès. Le lendemain,

21 janvier, au théâtre St Marc fut créé le Parti Communiste d'Italie. Seul un membre d'Ordine Nuovo se trouve dans le Comité Exécutif : Terracini. Les autres membres sont : Bordiga, Fortichiani, Grieco et Repossi;

Gramsci est membre du Comité Central et Togliatti n'est même pas membre du CC. Il ne le deviendra qu'après mars 1922 (2ème congrès du PCI.) Fin septembre 1920, le vaste mouvement d'occupation des fabriques (spécialement à Milan, Turin, Gênes) se ter-

minait par une défaite pour la classe ouvrière italienne. (Note de la Rédaction.)

- (2) En mai 1922 Gramsci fut désigné comme délégué à l'Internationale et part pour Moscou. Dès fin 1922 il travaille à l'exécutif de l'I. C. En 1923 il se trouve à Vienne, afin de suivre de plus près les événements italiens (montée du fascisme, arrestation des principaux cadres du PCI.) Elu député en Vénétie en 1924, il retourne en Italie, jouissant de l'immunité parlementaire. Il rédigea les thèses du 3ème Congrès du parti qui se tiendra à Lyon (janvier 1926.) Bordiga est mis en minorité. En novembre 1926 Gramsci est arrêté et finira ses jours en prison. (Note de la Rédaction.)
- (3) Les travailleurs de la FIAT -- qui se trouvent à l'avant-garde de la classe ouvrière dès 43 et manifestent leur combativité exceptionnelle en avril 1948 (lors de la tentative d'assassinat de Togliatti) -- se virent pris dans le carcan de la politique de collaboration de classe du PCI. Dès 1953, la direction de la FIAT (Valletta prit la direction de l'entreprise dès 46) lança une attaque féroce contre le mouvement ouvrier organisé et réussit, grâce à de nombreux licenciements et à une politique de répression systématique, à isoler quasi totalement la FIOM (syndicats des métallos rattaché à la CGIL). Ce n'est qu'en 1962 que le mouvement ouvrier recommence à se réactiver, mais il faudra attendre 68-69 pour que la FIAT redevienne le centre le plus avancé des luttes ouvrières (Note de la Rédaction.)
- (4) Capanna, dirigeant du Mouvement Etudiant, organisation qui était hégémonique au début des années 70 dans l'Université d'Etat de Milan. Mao-stalinienne, cette "organisation" va s'aligner et cautionner la politique du PCI. (Note de la Rédaction.)



Caramanlis

LA RESTRUC- TURATION DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE



Le premier ministre Caramanlis dispose d'un pouvoir discrétionnel depuis qu'il a été rappelé au pouvoir par la junte en faillite. Son pouvoir ne s'appuie sur aucune Assemblée Constituante ou Législative élue. Le cadre juridique dans lequel il agit n'est rien d'autre que celui légué par ces vingt dernières années, où lois anti-communistes et répressives n'ont cessé d'être promulguées.

Au cours des dix dernières années la Grèce a été profondément transformée par une évolution économique dont les conséquences sociales commencent à percer au grand jour.

La dictature militaire était minée par des contradictions politiques et sociales qu'elle avait contribué à exacerber. Ainsi, au cours des années passées, la Grèce a commencé à s'arracher au poids de son arriération économique. L'Eglise, support indondictionnel des militaires incarne cette arriération politique. Il s'est produit un développement industriel, commercial et culturel dont le produit principal a été la concentration des classes sociales par l'urbanisation accélérée du pays et son ouverture au marché mondial dans des proportions encore inconnues, notamment par l'entremise du tourisme. Une classe ouvrière moderne est née; une petite-bourgeoisie commerçante est apparue. Inévitablement une mutation des formes de domination politique du capitalisme sur la société grecque devait se produire en contre-coup de ces profondes mutations sociales et économiques.

Un appareil réformateur-conservateur

Caramanlis est précisément à la croisée des chemins dans l'histoire politique de la Grèce d'après-guerre. A la fois organisateur du système politique de l'après-guerre civile, promu par la puissante vague

anti-communiste d'alors, il est aussi celui qui incarne un retour à une forme de démocratie bourgeoise qui n'a jamais été enracinée dans les traditions politiques du pays. Il apparaît contradictoire présentement de voir Caramanlis se faire le héraut de la démocratie à reconstruire ou plutôt donc à construire, et simultanément gouverner en quasi autocrate.

Ainsi, le problème actuel est le découpage politique du pays. L'ensemble des "opérations" politiques en cours va dans le sens de la constitution d'unités politiques, de partis politiques ou de mouvements politiques afin d'affronter les élections qui ne tarderont plus à se tenir.

Une bourgeoisie grecque profondément marquée par les sept années de dictature, touchée par l'arbitraire cherche à se doter d'un parti bourgeois réformateur conservateur, dont les principaux dirigeants et porte-paroles sont déjà Mavros, l'actuel vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, Averroff, ministre de la défense. Caramanlis est une figure politique qui dépasse le cadre d'un dirigeant de parti, consacré déjà par une certaine presse conservatrice dans son rôle de de Gaulle aux petits pieds.

Aucune autre formation politique bourgeoise ne peut prendre le risque dans l'immédiat de diviser le camp de la bourgeoisie libérale. Son problème est de définir les meilleures conditions de l'affrontement politique avec la montée des mobilisations populaires dont les canaux d'expression politique et électoraux sont déjà clairement définis. Ils ont pour nom: les deux partis communistes et, depuis peu, le Mouvement Socialiste Panhellénique d'Andreas Papandreou.

Le rétablissement de la démocratie au retour de Caramanlis se limitait en fait à la réactivation des libertés démocratiques élémentaires. Tout le problème demeurait: l'institutionnalisation d'une démocratie bourgeoise pleine et entière. A cause d'un rapport de force encore fragile entre lui et l'armée, Cara-

manlis s'est bien gardé, en contradiction avec les exigences populaires, de briser par la mobilisation des masses l'appareil de l'armée dans lequel il s'est coulé sans gêne aucune. La loyauté totale, a-critique, exprimée par chacun des deux partis communistes à l'égard de son pouvoir qui n'est pas encore son régime a laissé Caramanlis libre d'agir tant était absente une direction politique des masses populaires qui aurait pu et aurait dû les mener à la conquête de leurs libertés dans le but de créer les préconditions d'un rapport de forces politique avec le nouveau pouvoir bourgeois conservateur.

De cette manière la politique des partis communistes a été de se lier les mains et de laisser toute initiative entre les mains d'un pouvoir bourgeois et de lui laisser prendre une avance considérable sur le terrain de la conquête politique des grandes masses.

C'est seulement maintenant que le mouvement ouvrier grec est en mesure de voir naître ses propres organisations politiques légales. La légalisation des partis communistes grecs comme l'apparition d'une formation politique social-démocrate aux accents très radicaux, le Mouvement Socialiste Panhellénique dirigé par Andréas Papandréou, représentent un changement réel dans le pays.

A cause de sa pauvreté économique, de son tissu social très lâche, la Grèce a pu être gouvernée pendant des décennies à coup de trique, de pouvoirs bonapartistes dictatoriaux interdisant l'existence des formations politiques représentant les masses laborieuses, des secteurs de la petite-bourgeoisie.

Aujourd'hui, l'apparition de telles possibilités légales est due à une assise plus large sur le plan économique de la classe dominante. Pour la classe dirigeante il devient nécessaire, dans un cadre de recomposition de la démocratie bourgeoise, d'utiliser pour l'équilibre de son propre système des formations ouvrières réformistes, afin d'être en mesure, le cas échéant, d'éponger, d'absorber des radicalisations politiques. Les deux partis communistes grecs et aussi le Mouvement d'Andréas Papandréou rentrent dans cette catégorie. Chacun à sa manière.

Le Mouvement Socialiste Panhellénique d'Andréas Papandréou s'est projeté sur la scène politique en se situant d'emblée sur la gauche des partis communistes.

Par leur politique opportuniste, ces derniers ont laissé un vide politique très important sur leur gauche. Ils ont renoncé, dès la réapparition de leur presse légale, bien avant qu'ils ne soient eux-mêmes légalisés en tant qu'organisations, à faire de la question de l'épuration de l'appareil de la junte militaire une question centrale, ce à quoi Caramanlis lui-même se refusait. Ils ont mené une politique chauvine sur la question turque en faisant écho à une certaine vague chauvine anti-turque, manipulée par des secteurs de la bourgeoisie. Ils n'ont mis en avant aucun mot d'ordre pour la réorganisation à la base du mouvement ouvrier, notamment pour la reconstruction des syndicats ouvriers en dehors de l'intervention de l'appareil d'Etat. Ils ont purement collé à l'opération Caramanlis, en l'accréditant politiquement dans leur base politique, poussant donc à une certaine démobilisation.

L'opération d'Andréas Papandréou participe d'une autre perception de la situation politique. Le nom du fondateur du mouvement auréolé d'un prestige dû à sa participation à la résistance contre le régime des militaires, mais à l'étranger, "parle" aux masses grecques. Le contenu radical de la plateforme politique de Papandréou, présentée lors de la confé-

rence de presse du 2 septembre, annonçant la formation du mouvement, n'est pas qu'une mesure démagogique. Elle correspond réellement à la nature radicale de la prise de conscience politique dans la jeunesse grecque, ouvrière et étudiante. Revendiquer l'épuration de l'appareil d'Etat sans remettre en cause pour autant sa nature bourgeoise colle au caractère confus de cette prise de conscience politique. Demander la tenue de procès contre les dictateurs déchus c'est déjà gêner davantage le nouveau pouvoir Caramanlis et faire montre de caractère offensif. Exiger la rupture, par la Grèce de toute alliance, militaire, économique, politique avec l'impérialisme, c'est faire jouer le sentiment national ultra-sensibilisé par les manipulations américaines. Il n'empêche qu'il n'y a pas de voie nationale grecque au socialisme, ce que laisse sous-entendre Papandréou. Bien que doté d'un appareil organisationnel encore extrêmement réduit, sans unité politique de fonctionnement, sans tradition de lutte réelle, la formation d'Andréas Papandréou est un pôle d'attraction très puissant pour une jeunesse qui ne croit pas aux partis communistes, qui désire trouver des canaux d'expression pour sa volonté de lutter.

La tenue prochaine des élections est déjà l'objet d'une empoignade sérieuse entre une gauche neuve et une droite conservatrice encore incomplètement définie. Le but de Caramanlis est d'organiser sans trop tarder des élections, son avance politique, du fait de sa position de tenant de l'appareil d'Etat, lui permettant de placer ses hommes aux postes importants, lui donne une connaissance de la situation que les autres formations n'ont pu maîtriser encore complètement. Ensuite, plus tôt seront les élections, moins seront grandes les chances d'une autre formation bourgeoise de se présenter. C'est dans cette situation qu'intervient la légalisation par décret des deux partis communistes grecs, le 24 septembre 1974. Evénement de grande importance pour la situation grecque : un décret efface près d'un quart de siècle d'interdiction du P.C.G. Le temps de l'organisation n'est pas encore achevé pour les P.C. comme pour l'organisation de Papandréou. L'Humanité du 25 septembre rapporte un communiqué du PCG (fraction pro-Moscou) protestant contre la tenue trop hâtive d'élections. "Dans une déclaration faite à la presse, le PCG a affirmé que des élections tenues à la hâte sont un crime contre la nation et conduiront à une dictature parlementaire, parce que servant seuls les intérêts de Caramanlis." Il conclut "Avant de procéder à des élections, il faut épurer l'Etat du système de la junte et résoudre la question du régime."

En fait il y a beaucoup plus de la part des P.C. et d'Andréas Papandréou dans ce refus d'une tenue trop rapprochée des élections. Tant qu'ils se présenteront en frères ennemis devant l'électorat les deux P.C. entretiendront une confusion politique qui va à l'encontre de leurs intérêts. Enfin, un accord électoral avec la formation de Papandréou est nécessaire pour éviter une trop forte concurrence.

Les formations de l'extrême-gauche sont encore trop réduites, trop faibles, pour pouvoir intervenir dans le sens d'un affrontement politique avec les formations de la gauche. Les récentes manifestations de solidarité avec le Chili qui se sont tenues à Athènes ont montré combien les organisations de gauche tenaient à les isoler. Membres des P.C. et partisans de Papandréou n'ont pas hésité un seul instant à agir comme une police intérieure à ces manifestations, afin d'isoler physiquement par la force les formations d'extrême-gauche. On ne gagne rien à ce petit jeu, si ce n'est créer les conditions pour une attention plus grande aux formations de l'extrême-gauche. Les staliens grecs l'apprendront à leur tour.

G. Vergeat

COMMUNIQUE DE LA LCR-ETA(VI)

L'attentat du 13 septembre dernier dans la rue Correos de Madrid a donné l'occasion pour le développement d'une nouvelle campagne propagandiste et policière de la dictature franquiste -- unique et véritable incarnation du terrorisme dans ce pays depuis 40 ans -- dont les objectifs sont les suivants =

(1) Une tentative de justification des assassinats des militants nationalistes basques, que l'actuel "chasse à l'homme" -- qui perpétue une longue et sanglante tradition répressive -- produit en Euskadi.

(2) Une tentative de justification des sauvages peines de prison que le Tribunal d'Ordre Public et les tribunaux militaires font peser sur les militants révolutionnaires, et dont les exemples les plus récents sont les 21 et 12 années de prison auxquelles ont été condamnés Zabarte et Gatzlumendia par un Conseil de Guerre de Burgos.

(3) Une tentative de justification des mesures légales et budgétaires, qui renforcent encore plus le caractère policier de l'Etat franquiste : occupation permanente des quartiers populaires et de villages entiers, augmentation des effectifs de la Police Armée, de la Garde Civile et de la Brigade Politique Sociale (police politique,) immunité judiciaire pour la police, immunité et encouragement des bandes fascistes, etc.

(4) Une tentative de discréditer toutes les organisations révolutionnaires, tous ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, comparant nos méthodes et objectifs à ceux qui ont produit l'attentat de la rue Correos. Mais, en particulier la campagne tente de discréditer les méthodes de l'action directe de masse, l'organisation de la violence révolutionnaire face aux attaques de la répression, présidemment parce que la dictature sait très bien que ce sont ces méthodes -- qui n'ont rien à voir avec les faits du 13 septembre -- qui permettront à la classe ouvrière et au peuple espagnol de la détruire pour toujours.

Nous pensons que toute prise de position révolutionnaire face aux faits dont nous parlons, doit commencer par dénoncer cette campagne hypocrite d'une dictature construite et maintenue en place par une longue chaîne de crimes.

Mais nous devons également affirmer que l'attentat du 13 septembre a contribué au déroulement de la campagne, a constitué une utilisation absurde de la violence, non seulement étrangère, mais contraire aux luttes de la classe ouvrière et populaires dans notre pays.

Il n'existe pas la moindre justification directe ou indirecte -- d'un point de vue révolutionnaire -- de l'attentat de la rue Correos. C'EST POURQUOI NOUS PENSONS QU'AUCUNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE EN EST RESPONSABLE.

En définitive, nous considérons cet attentat comme une action contraire aux intérêts de la lutte contre la dictature et le capitalisme. Et, du point de vue de cette lutte, qui est celle de tous les exploités et opprimés par le franquisme, NOUS LE CONDAMNONS ABSOLUMENT

D'autre part, les faits du 13 septembre ont donné une nouvelle poussée à une campagne spécifique contre la IVème Internationale, campagne développée par les polices politiques dans le monde entier depuis plusieurs mois, en collaboration avec les secteurs les plus réactionnaires -- quand ils ne sont pas ouvertement fascistes -- de la presse bourgeoise.

Cette campagne vise à présenter la IVème Internationale -- l'organisation mondiale de la révolution fondée par Léon Trotsky en 1938 -- comme un mélange d'organisations anarchistes, maoïstes, stalinienues, castristes, nationalistes... ayant un seul dénominateur commun : ce qu'ils appellent le "terrorisme."

Au cours des dernières semaines, dans notre pays, on a attribué à la IVème Internationale l'enlèvement manqué du Comte de Barcelone et l'attentat de la rue Correos. Cette liste stupide et incroyable aura certainement une suite.

Nous tenons à dénoncer ces basses calomnies : la IVème Internationale est l'organisation mondiale des militants trotskystes. Notre dénominateur commun est le programme de la révolution prolétarienne, basé sur les principes du marxisme révolutionnaire, élaborés, par Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

Notre objectif est la destruction du capitalisme et l'instauration de la République mondiale des conseils ouvriers, sur la voie de la société communiste, matérialisant tous les rêves de liberté de l'histoire entière de l'Humanité.

Sur la voie de leur libération économique et politique, les ouvriers et les peuples du monde ont toujours dû s'affronter à la résistance barbare de leurs exploités. Si certains ont oublié cet enseignement évident de l'histoire... qu'ils regardent le CHILI !

La IVème Internationale se bat pour qu'il n'y ait jamais plus d'autres Chili, pour que les masses s'arment du désir de s'armer, et ainsi, résistent et renversent leur ennemi de classe.

TELLE EST LA CONCEPTION COMMUNISTE DE LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE SELON LAQUELLE S'ORIENTE LE TRAVAIL DE MILLIERS DE MILITANTS, DE DIZAINES D'ORGANISATIONS ET DE SECTIONS DE LA IVème INTERNATIONALE dans les cinq parties du monde.

Il est clair que la IVème Internationale a des divergences fondamentales, théoriques, programmatiques, stratégiques et tactiques avec les organisations -- comme, dans notre pays, le MIL, le GARI, le FRAP, l'ETA (V) entre autres -- qui sont présentées comme étant membre de l'Internationale. Il est clair que, malgré ces divergences, nous avons défendu et continuerons à défendre inconditionnellement, face à la bourgeoisie, ces organisations ainsi que toute autre organisation révolutionnaire, parce que nous pensons que leurs actions, bien qu'elles nous paraissent erronées, sont inspirées par la haine des exploités et la dévotion à la cause des exploités. Face à la répression bourgeoise, tout révolutionnaire a toujours raison !

La IVème Internationale n'est pas une organisation terroriste, c'est une organisation communiste, dans le plein sens du terme. La bourgeoisie et ses chiens de garde policiers, les "théoriciens" de cette campagne, le savent... Et c'est précisément parce qu'ils le savent qu'ils mentent, qu'ils essaient de nous calomnier. Parce qu'ils savent qu'ils ont, avec la IVème Internationale, un ennemi irréductible, avec lequel il n'est possible de signer aucun pacte, un ennemi qui s'accroît et s'organise dans le monde entier,

qui ne cessera de lutter jusqu'à ce que le prolétariat ait fait tomber la dernière forteresse capitaliste. C'est pourquoi ils essaient de présenter une image faussée et déformée de notre organisation.

Mais c'est dans l'action révolutionnaire de tous les jours que la IVème Internationale construit sa véri-

table image, aux côtés des ouvriers et des peuples du monde entier. C'est l'image de la révolution socialiste, de l'avenir de l'humanité. Et toutes les calomnies bourgeoises ne réussiront pas à retarder d'une seconde la marche vers cet avenir.

20 septembre 1974

PREPARER LA GREVE GENERALE

Pour une lutte d'ensemble contre la dictature et le capital!

Dans une déclaration du 16 juin 1974, la Coordination Générale des Commissions Ouvrières (C.O.) lance un appel pour la préparation d'une grève générale de 24 heures. Indépendamment du contenu de cet appel et des méthodes de lutte qu'il préconise, notre organisation appuie la convocation d'une lutte d'ensemble et se prépare à agir pour aider à sa réalisation.

La nécessité d'une lutte unifiée -- dans tout le pays -- se fait de jour en jour plus impérieuse, étant donné la situation économique et politique que traverse le pays et les exigences que les luttes mêmes de cette année ont mises en avant.

(a) La combativité ouvrière croissante a donné lieu à un regain impressionnant de luttes. Face à la hausse du coût de la vie, les travailleurs -- passant outre les échéances et les formes de négociation des contrats collectifs -- ont présenté leurs revendications au patronat et sont entrés en lutte. D'un bout à l'autre de l'Etat espagnol, des centres de lutte les plus avancés au cours de ces dernières années (Catalogne, Euskadi...), aux localités sans tradition (Caceres, Malaga, Huelva, Cadiz...), en passant par des centres où le mouvement ouvrier connaît un processus de recomposition (Madrid, Vigo, Valladolid, Saragosse...) les mots d'ordre d'augmentations égales, de paiement à 100% des jours de maladies, de la semaine de 40 heures, de la réintégration des travailleurs licenciés, etc., ont été mis en avant dans la plus grande partie des luttes ouvrières de ces derniers mois.

Mais, en même temps, ce large mouvement a montré deux faiblesses fondamentales : tout d'abord sa discontinuité dans le temps. Ainsi, la dictature s'est trouvée dans une situation où elle pouvait réprimer les luttes une à une sans risquer de se voir confrontée à un vaste mouvement d'ensemble. Ainsi également, dans les deux luttes les plus avancées de cette année (Pampelune avec la lutte de Authi et Baix Llobregat avec la lutte de Elsa y Selvay), le mouvement de solidarité qui aurait permis de remporter une grande victoire contre le patronat a fait défaut.

L'autre faiblesse a été l'absence d'une riposte de masse au jugement des 10 de Carabanchel (procès de 10 dirigeants des C.O. parmi lesquels le militant communiste Camacho) et à l'assassinat de Puig Antich.

La faible mobilisation face à ces attaques de la dictature n'a cependant pas représenté un recul du mouvement de masse, comme l'a montré le regain des luttes avant et après le procès 1001 (procès des 10 de Carabanchel appelé également "1001" car le total des peines de prison requises était de 1001 années) et le 2 mars, date de l'assassinat de Puig Antich. On ne doit donc pas parler d'échecs mais d'occasions manquées pour développer des luttes politiques de masse qui auraient fait reculer la dictature, comme cela avait été le cas pour Burgos.

(b) Une autre caractéristique des luttes de cette année est l'approfondissement de la lutte d'autres secteurs et l'entrée en lutte de nouvelles couches de la population. En ce qui concerne les premiers, on peut souligner : les luttes des professeurs et des étudiants (des lycées et universités) contre la loi de sélection qui malgré la protestation massive qu'elle a soulevée, a été approuvée, ce qui ne manquera pas de produire d'autres luttes, dans lesquelles la classe ouvrière -- la plus frappée par la sélection -- devra jouer le rôle qui lui revient dans la lutte contre la rentabilisation capitaliste de l'enseignement; les professions libérales, qui rejettent toujours plus le cadre des collèges professionnels et organisent la lutte en dehors des limites imposées par la dictature. L'incorporation des techniciens à la lutte des ouvriers (comme à la Standard de Madrid) représente un nouvel indice de la radicalisation de ce secteur.

Les médecins internes des hôpitaux et les travailleurs de la Santé Publique ont commencé leurs luttes (Madrid, Bilbao, San Sebastian, Santiago, Seville,) contre l'exploitation dont ils sont l'objet et les mauvaises conditions dans lesquelles ils doivent s'occuper des malades.

Parmi les nouveaux secteurs en lutte, il faut signaler les ouvriers agricoles et les petits propriétaires paysans, et, particulièrement, la grève de un mois de 12.000 prolétaires agricoles, dans le Marco de Jerez. Egalement significative est la lutte des petits commerçants de Madrid, qui montre la perte d'appui dans les secteurs petits-bourgeois, pour un régime qui apparaît aux yeux de ces couches comme le sou-

tien direct des grands propriétaires terriens, des intermédiaires, des centrales laitières, etc., responsables directs de l'aggravation de la situation des petits commerçants et de la hausse des prix des produits agricoles sur le marché.

(c) C'est la situation économique, marquée par la hausse vertigineuse du coût de la vie, que l'on retrouve à la base de toutes les luttes. La bourgeoisie, essayant de faire retomber sur les travailleurs le poids de la crise économique impérialiste, va tenter de surmonter ses difficultés en licenciant des milliers de travailleurs. Les mesures de restriction d'entrée de la main-d'œuvre émigrée dans des pays européens comme la France et l'Allemagne sont suivies dans notre pays par des attaques contre l'emploi : discrimination dans l'emploi des femmes et des jeunes, mise en faillite de nombreuses entreprises, augmentation du chômage dans l'industrie du bâtiment, menace de chômage dans la branche automobile pour la fin de l'année, etc.

Ainsi, pour riposter à ces deux effets de la crise économique de la bourgeoisie, il est nécessaire de mener une lutte articulée contre la cherté de la vie et contre le chômage, dans tous les secteurs frappés par l'anarchie capitaliste.

(d) La dictature franquiste, forme de domination de la bourgeoisie depuis 35 ans, est directement confrontée au problème de sa succession. Ses difficultés découlent en grande partie de l'absence d'une alternative de rechange au rôle d'arbitre entre les différentes fractions de la bourgeoisie que joue Franco. La disparition de Carrero Blanco a signifié effectivement la disparition du seul aspirant bonaparte préparé pour son rôle. A court terme, il a été impossible de trouver une personnalité politique capable de remplir le vide laissé par l'amiral. Arias ne pouvait absolument pas être cette personnalité et c'est pourquoi nous qualifions son gouvernement de "provisoire" : gouvernement de l'enterrement du Généralissime, mais pas gouvernement de l'après-franquisme.

L'approche de la disparition du dictateur a posé le problème en pleine lumière. L'absence d'une réponse satisfaisante pour l'ensemble de la bourgeoisie (et Juan Carlos ou Arias, ou les deux ensemble, n'offrent pas assez de garanties) stimule l'accentuation des tensions entre ses différentes fractions et peut les amener au bord de l'explosion. Nous disons "au bord" car il est clair que si Franco peut dire un mot ou faire un geste d'approbation vers Arias et son gouvernement, les différentes familles et couches politiques se soucient beaucoup de devoir s'affronter ouvertement au gouvernement actuel. C'est pourquoi la vie de Franco -- aussi courte soit-elle encore -- bloque l'explosion de ces dissensions. C'est pourquoi également un fait biologiquement inévitable -- la mort du dictateur -- va avoir immédiatement, dans ce pays, des conséquences politiques très importantes.

Et toutes ces tensions, difficultés et divergences ne sont pas étrangères au développement du mouvement de masse. D'une part, la puissance de ce mouvement qui s'est manifestée depuis Burgos, a été à la base de ces difficultés ; d'autre part, toutes les divergences inter-bourgeoises agissent dans le sens d'un affaiblissement des attaques contre la classe ouvrière et ses alliés.

(e) Dans une telle situation, pour avancer vers une grève générale qui regroupe et unifie les luttes dispersées, qui exige la satisfaction des revendications en suspens, la liberté des militants arrêtés et

emprisonnés, les libertés démocratiques qui permettent de renforcer l'organisation et la lutte du prolétariat et des autres secteurs opprimés, etc., il est nécessaire de ne laisser passer aucune lutte importante sans une solidarité active qui surmonte les faiblesses signalées. Il est également nécessaire de ne laisser sans réponse aucune attaque répressive de la dictature, qu'elle vienne de sa police ou de ses tribunaux d'exception.

Et il est nécessaire de placer au centre de cette grève générale -- à côté des revendications en suspens -- la lutte pour le renversement de la dictature, instrument direct de 35 années d'exploitation et d'oppression politique.

La déclaration de la coordination générale des c.o.

L'appel de la Coordination générale des C.O. présente une analyse de la situation et des perspectives de la préparation de la grève générale à partir d'un point de vue que les marxistes-révolutionnaires ne peuvent que critiquer. Notre appui à l'appel concret de la grève générale ne doit pas nous empêcher de formuler les critiques que nous considérons nécessaires au document de la coordination générale des C.O.

(a) Il nous faut tout d'abord souligner une chose : l'absence totale de démocratie interne aux C.O., ou, ce qui est la même chose, la manipulation bureaucratique des organes de direction. Ainsi, sans être consultés, les membres des C.O. se sont intégrés dans des opérations comme l'Assemblée de Catalogne et maintenant la Junte Démocratique. La même chose s'est passée au sujet de l'appel à la grève générale : non seulement l'idée d'une lutte d'ensemble n'a pas été discutée par les commissions ouvrières de base, mais son contenu -- élaboré par la fraction du Parti Communiste espagnol (PCE) dans les C.O. -- n'a été soumis à aucune discussion. Nous soulignons que notre critique ne se réfère pas au fait que les C.O. expriment des opinions politiques -- ce avec quoi nous sommes d'accord -- mais au fait que ces opinions sont imposées sans la moindre possibilité de discussion interne et de confrontation entre les positions des différents courants politiques qui existent dans les C.O.

(b) A cette absence de discussion et, en définitive, de participation de tous les militants regroupés dans les C.O. aux décisions les plus importantes, s'ajoute le fait que, après l'appel, la coordination des C.O. n'a pris aucune mesure pratique pour la préparation de la grève générale, en se mettant en rapport avec les autres commissions et les organes de lutte dans les entreprises, les quartiers, les écoles, à la campagne, avec les organes de lutte des professions libérales, avec les partis politiques, afin de préparer la lutte. Elle n'a pas non plus commencé à développer une campagne d'agitation pour populariser l'idée et les objectifs de la grève générale. Si elle continue dans cette voie, la coordination des C.O. se trouvera dans une position irresponsable et suicidaire.

(c) Une autre caractéristique de l'appel est l'insistance sur l'utilisation des possibilités légales et en particulier au sein du syndicat vertical. "Il n'est pas possible de se développer et d'avoir une influence réelle dans les affrontements seulement à partir des positions clandestines. Encore moins à partir de positions qui s'opposent éternellement aux responsables syndicaux..." "Il est nécessaire, aujourd'hui

plus que jamais, alors que toute notre expérience prouve la justesse de notre ligne, d'utiliser plus les moyens et les instruments légaux."

Mais les luttes ouvrières de ces dernières années, surtout depuis Burgis, se sont justement caractérisées par un débordement systématique des canaux légaux de la dictature. Le recours à l'action directe (arrêt de travail, grève, assemblée, manifestation) s'est généralisé. Même les luttes revendicatives qui acceptaient, au départ, la médiation des représentants légaux, se sont toujours terminées en dehors de la CNS (syndicat vertical), vu l'inefficacité de ces canaux légaux pour la lutte de la classe ouvrière.

On nous donne deux raisons pour justifier l'acceptation des canaux légaux de la CNS. La première consiste à nous présenter des statistiques des luttes dans lesquelles les représentants légaux ont joué un rôle de premier plan, un rôle de direction. La seconde est celle qui prétend que la seule façon de faire progresser la lutte des secteurs retardataires est l'utilisation des responsables syndicaux, dans la mesure où ces secteurs n'ont pas encore fait l'expérience du piège qu'était le syndicat vertical.

Nous ne nions pas qu'il existe des représentants légaux combatifs. Nous ne croyons pas non plus que tous les secteurs de la classe ouvrière du pays ont fait l'expérience du caractère traître de la CNS. Mais nous estimons qu'il existe des organisations comme les C.O. et d'autres organes d'entreprises (pour l'unification desquels les militants trotskystes luttent) capables de se placer à la tête de la lutte dans tous les secteurs et dans toutes les circonstances, et qui ne rendent absolument pas nécessaire l'utilisation des représentants du syndicat vertical. Nous croyons que la tâche de ces représentants légaux combatifs sera plus efficace au sein de la Commission Ouvrière de leur entreprise et s'ils participent, avec tous les autres travailleurs, aux assemblées ouvrières. Nous pensons que ce sont les C.O. elles-mêmes qui doivent permettre d'éviter que les secteurs retardataires fassent les mêmes erreurs que celles commises par les secteurs avancés au cours de la période de recomposition du mouvement ouvrier au début des années 60. Leur tâche est d'expliquer les enseignements des luttes avancées, de tirer les leçons des défaites passées, etc. C'est, en outre, de cette façon que les secteurs qui viennent à la lutte pourront progresser, faisant des pas en avant significatifs en peu de temps, rejoignant des secteurs que nous considérons aujourd'hui "avancés".

Et nous opposons à la liste des améliorations obtenues par la médiation des représentants syndicaux légaux la liste des revendications satisfaites dans les entreprises qui, débordant les canaux de la CNS, ont développé leurs luttes par l'action directe et de façon démocratique (assemblées, comités élus et révocables, etc.) En outre, dans la plupart des cas la médiation des représentants légaux (1) s'appuie sur un rapport de forces qui se déplace en faveur du patronat au cours de la négociation, dans la mesure où les représentants légaux s'isolent de tous les travailleurs, situation qui ne peut être évitée que par le biais d'assemblées qui décident des revendications qu'un comité élu doit présenter au patronat; (2) est une arme utilisée par la direction du syndicat vertical pour renforcer la CNS. Ainsi, nous sommes contre l'"utilisation" du syndicat vertical autant pour des raisons d'efficacité que parce que ce serait se situer à contre-courant de la lutte du mouvement ouvrier contre le syndicat vertical imposé par la dictature aux travailleurs.

D'autre part, la déclaration affirme : "(Il faut)... accélérer le processus des assemblées, surtout dans les lieux de travail, mais en même temps dans les locaux syndicaux." Nous sommes d'accord si l'on ajoute les points suivants :

(1) Que les assemblées ne se fassent dans les locaux syndicaux qu'en dernier recours. Car nous pensons que le lieu naturel de ces assemblées est l'usine. D'autre part, il est indéniable que les possibilités plus grandes de contrôle de la part des bureaucrates syndicaux, de la police, etc., rendent les dirigeants les plus en vue des luttes plus vulnérables face à la répression, et peuvent empêcher des discussions ouvertes entre les travailleurs.

(2) Qu'elles se réalisent dans les entreprises, les locaux de la CNS ou dans n'importe quel autre lieu, les assemblées ne doivent pas être des organes consultatifs, mais le seul centre de décision de la lutte, se dotant d'un comité élu et révocable pour traiter les aspects les plus concrets (coordination avec les autres entreprises, canalisation de la solidarité matérielle, etc.) et qui, dans ses contacts avec le patron, se limite à transmettre ce qui a été décidé en assemblée.

Pour mener une lutte d'ensemble il est nécessaire de donner des objectifs capables de réunir le plus grand nombre possible de secteurs exploités et opprimés, répondant aux nécessités de la lutte -- revendicative et politique -- du moment, et cette lutte doit également être le point de départ de nouveaux combats. C'est pourquoi l'apolitisme de l'appel à la grève générale de la coordination des C.O. réduit l'efficacité de la bataille, dans la mesure où la seule lutte contre la cherté de la vie ne permet pas de faire prendre conscience aux secteurs les plus retardés de la nécessité de combattre pour des objectifs politiques.

Mais cet apolitisme n'est pas accidentel. Il obéit aux intérêts du PCE, qui ne veut pas compromettre ses alliances. Pour cela il est nécessaire -- sinon il ne serait pas crédible pour des secteurs de la bourgeoisie -- qu'il fasse preuve de ses capacités de mobilisation, et qu'il se présente, en même temps, comme la seule force capable de contrôler le mouvement et d'éviter une radicalisation et politisation excessives des luttes, qui pourraient effrayer ses alliés éventuels.

Organiser la grève générale et préparer sa victoire: nos propositions

Nous présentons ici les points que nous pensons susceptibles de regrouper tous les secteurs qui combattent la dictature franquiste. Il s'agit de la lutte contre la cherté de la vie, contre la sélection dans l'enseignement, contre la répression et la dictature. Sur cette base, la UCR-ETA (VI) pense que la plateforme ci-dessous est celle qui correspond le mieux aux nécessités de la lutte actuelle.

Contre la cherté du coût de la vie

- salaire minimum de 600 pesetas par jour,
- augmentations égales pour tous de 6.000 pesetas par mois pour les salaires et les retraites,

- échelle mobile des salaires pour les travailleurs, les chômeurs et les retraités, sur la base d'un indice calculé tous les trois mois,
- semaine de 40 heures,
- échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire répartition des heures de travail entre les travailleurs disponibles sans diminution de salaire,
- paiement du salaire à 100% en cas de maladie, d'accident de chômage et de retraite,
- sécurité sociale payée par l'entreprise,
- solidarité avec les luttes des travailleurs de la campagne, des petits paysans, des commerçants, Création de comités de surveillance des prix composés de représentants des différents secteurs populaires.

Contre la sélection dans l'enseignement

- A bas la loi de sélection,
- contre la rentabilisation capitaliste de l'enseignement,
- pour un enseignement obligatoire, polyvalent, laïc et gratuit jusqu'à 16 ans,
- soutien des revendications des professeurs et des instituteurs,
- suppression de toutes les sanctions prises contre les étudiants, les professeurs et les instituteurs.

Contre la répression et la dictature

- Halte aux assassinats de militants ouvriers et de militants nationalistes,
- dissolution des corps et institutions répressifs; abrogation de toute la législation répressive,
- poursuite des responsables des crimes du franquisme,
- libération des prisonniers politiques. Retour libre de tous les exilés politiques,
- liberté d'association, de réunion, de presse, de grève et de manifestation,
- auto-détermination des minorités nationales,
- indépendance immédiate pour le Sahara "espagnol" afin que le peuple du Sahara puisse choisir librement son destin. A bas le colonialisme espagnol en Afrique,
- à bas la dictature,
- à bas la monarchie franquiste !

Comment organiser la grève générale?

(1) la première tâche est de développer une vaste campagne de propagande et d'agitation sur les objectifs de la grève générale. Pour cela, les C.O. doivent fixer une date pour la grève générale afin de permettre à tous les organes de lutte et à toutes les organisations politiques de la préparer. La nécessité pour chaque organe de lutte et organisation de commencer dès maintenant le travail d'agitation ne doit pas empêcher la recherche de toutes les possibilités d'action unitaire.

(2) Stimulons des luttes sur les lieux de travail et d'étude pour les revendications en suspens; solidarité avec les luttes en cours et avec les militants frappés par la répression; organisons des réunions de

l'avant-garde et des assemblées pour préparer la grève générale.

(3) Impulsons ces combats par l'action directe : assemblées comme organes de direction des luttes, qui nomment des comités élus et révocables chargés de transmettre les revendications approuvées par les assemblées et d'établir une coordination avec les autres centres de lutte. Face aux tentatives de la dictature d'isoler les luttes, formons des piquets d'extension capables de généraliser la lutte. Contre la répression, organisons des piquets d'auto-défense pour protéger les assemblées, les manifestations, les militants qui se mettent les plus en avant.

(4) L'unité d'action la plus large entre les organes et les organisations, sous la direction des C.O. ne sera possible que si, dès maintenant, les contacts sont pris avec ces diverses forces. Il faut exclure de cette coordination tous les partis qui représentent des secteurs de la bourgeoisie, et il faut convoquer tous les partis politiques ouvriers, avec voix consultative mais pas droit de vote, ce dernier étant réservé aux représentants des organes de lutte des différents secteurs.

(5) Mais les réformistes vont essayer d'arriver à des accords avec des représentants de secteurs de la bourgeoisie, et, en conséquence, subordonner les objectifs et les méthodes de la lutte à leur politique d'alliance.

C'est pour cette raison, et dans le but de créer un cadre capable d'attirer le maximum de militants, y compris ceux influencés par les réformistes, que nous appelons à l'unité d'action entre toutes les organisations qui défendent une ligne d'indépendance de classe en ce qui concerne les objectifs, la tactique, les formes et méthodes d'organisation, pour opposer une alternative de classe à l'orientation réformiste. Cela sera également un moyen pour obliger les réformistes à choisir entre leur origine et leur base ouvrières et leur soumission actuelle à la bourgeoisie par l'intermédiaire de leur politique d'alliance. Ceci ne doit pas être compris comme un refus d'unité d'action avec les partis réformistes. Nous défendons cette unité d'action dans tous les organes de lutte et lutons pour la réaliser entre organisations politiques; mais nous n'acceptons aucune alliance avec des partis bourgeois et nous exigeons que les réformistes rompent leurs liens avec la bourgeoisie. C'est le seul moyen de réaliser un large front unique ouvrier.

LCR-ETA (VI)

l'agitation dans l'armée



L'APPEL DES CENT

L'appel des cent, lancé pendant la dernière campagne électorale française, demandait aux candidats de se prononcer sur une série de revendications des appelés, en particulier :

- le libre choix de la date d'incorporation,
- l'affectation rapprochée du domicile,
- la suppression des incorporations hors des frontières,
- la suppression des brimades,
- une solde égale au SMIG (salaire minimum garanti),
- la liberté d'expression, d'information et d'organisation dans les casernes,
- l'abolition des tribunaux militaires,
- la suppression de la Sécurité Militaire.

On a oublié aujourd'hui le contexte électoral dans lequel l'appel a été lancé. Les très nombreuses signatures (3000 à ce jour), les prises de position de la hiérarchie militaire, la répression qui a frappé les signataires, le soutien d'une partie du mouvement ouvrier et l'attitude gênée des réformistes, ont fait de l'appel des cent un événement politique d'importance, qui a déjà contraint le gouvernement à un certain nombre de reculs, et par rapport auquel toutes les forces politiques ont eu à se déterminer. Même si les récents événements ont montré que le palier atteint par l'appel des cent est aujourd'hui en partie dépassé (manifestation de 200 soldats en uniforme à Draguignan) il est nécessaire d'apprécier justement les possibilités ouvertes par cette action.

Les raisons de l'écho de masse de l'appel

L'écho de l'appel des cent montre qu'aujourd'hui un véritable travail de masse est possible à l'armée,

contrairement à ce que prétendaient il n'y a pas si longtemps encore, nombre de militants d'extrême gauche. L'appel a servi de révélateur à l'état de tension, voir de bouillonnement qui est celui du contingent dans l'armée française. Il a montré que, en conséquence, on pouvait dépasser le stade de l'affirmation propagandiste de principe (A bas l'armée de guerre civile !) pour passer à un niveau pratique d'organisation et d'action.

Tout le monde remarque que le contingent supporte de moins en moins la morgue et les brimades de la hiérarchie militaire. Il cherche confusément à s'organiser pour lutter. Seuls les policiers obtus imaginent qu'il s'agit d'un complot "extrémiste." Les raisons de cette explosion de mécontentement sont nombreuses et profondes.

La plus importante est peut-être la contradiction qui existe entre les nécessités de la formation des jeunes dans la société actuelle, et les structures rétrogrades de l'armée française : l'armée est encore organisée pour accueillir des dizaines de milliers de jeunes paysans supposés dociles pour les brimades et les hécatombes. Elle reçoit aujourd'hui des jeunes qui, tous, ont été à l'école jusqu'à 16 ans, dont beaucoup ont reçu une formation professionnelle, qui ont une expérience sociale, voir même une expérience de lutte beaucoup plus développée que celle de leurs prédécesseurs.

La suppression des longs sursis, destinée, dans l'esprit de la hiérarchie, à obtenir un contingent plus discipliné, a, en fait, produit l'effet inverse : le commandement ne peut plus jouer comme avant sur les oppositions entre les "manuels" et les "intellectuels" " planqués." Il serait certes faux de dire que

la jeunesse présente aujourd'hui un front uni devant la hiérarchie militaire, et les différences de classe sont extrêmement importantes pour apprécier les réactions diverses du contingent; mais il est clair que quantité de facteurs ont convergé ces dernières années dans un sens unificateur.

Les jeunes qui sont actuellement sous les drapeaux ont d'ailleurs souvent connu les mobilisations importantes des lycées et des Collèges d'Enseignement Technique (CET) de ces dernières années, et les acquis de ces luttes se sont tout naturellement retrouvés pour faire progresser le mouvement dans les casernes : l'organisation des comités de soldats, par section ou par chambrée, rappelle par son souci de démocratie les mouvements de jeunes de ces dernières années, tout en y gagnant considérablement en efficacité et en dureté, car la situation l'impose. Après l'école des assemblées générales, c'est l'école du travail clandestin; les patrons qui vont recevoir à l'usine cette future cuvée d'ouvriers et de techniciens vont avoir à faire à forte partie.

Ceux qui dénigrent l'"appel des cent" en voulant y voir une "simple pétition" oublient de considérer cet aspect du mouvement; pour parer au mieux les coups de la répression, pour déjouer les pièges de la Sécurité militaire à la recherche des "meneurs", pour répondre aux coups de manière collective, les signataires de l'appel des cent se sont nécessairement organisés caserne par caserne, régiment par régiment. L'appel des cent est une étape dans la prise de conscience du rôle que joue l'armée bourgeoise; c'est aussi une étape dans le mûrissement de nombreux militants qui font leurs premières armes dans le travail illégal.

Face aux signatures massives de l'appel des cent, la hiérarchie militaire a réagi par la répression : mutations, peines de prison allant jusqu'à quatre vingt jours pour les signataires considérés comme les meneurs. Alors même que le Ministre des armées, Soufflet, a été obligé de désamorcer la situation en autorisant en particulier la presse des organisations de gauche (l'Humanité, journal du Parti Communiste, en particulier) et en promettant des permissions plus nombreuses, la répression n'a pas faibli, et de nombreux soldats écotent encore aujourd'hui de peines importantes de prison qu'ils accomplissent dans des conditions de plus en plus pénibles.

Le gouvernement et le ministère des armées tentent une opération habile : ils essaient de faire croire qu'ils considèrent l'appel des cent comme anodin, et ils profitent du fait que le public détourne son attention pour frapper encore plus durement de nombreux signataires. C'est pourquoi il est plus nécessaire que jamais que les anti-militaristes civils, les comités de défense des appelés, les comités anti-militaristes et les sections syndicales qui ont pris position en faveur de l'appel des cent, continuent à faire connaître les cas de répression et amplifient leur soutien.

Mais l'attitude des appelés face à la répression a changé, et ceci aussi est un signe important de détermination accrue. Alors que les rapports de la Sécurité militaire de ces dernières années signalaient que la peur de la prison militaire était une arme de dissuasion suffisamment importante pour éviter des mouvements d'ampleur, les militants, sans aventurisme et sans aucunement sous-estimer les désagréments d'un tel séjour au "trou", sont parfaitement déterminés à courir le risque si cela s'avère nécessaire au mouvement.

L'appel des cent et le mouvement ouvrier

Ce n'est pas seulement à l'intérieur de l'armée que l'appel des cent a connu un grand retentissement. De nombreuses prises de position en solidarité avec des signataires réprimés ont permis de poser le problème de l'anti-militarisme à l'intérieur des organisations syndicales.

Dans certains cas, les bureaucrates syndicaux ont été obligés de dépasser le cadre traditionnel des motions exigeant la "démocratisation de l'armée" et un "statut démocratique du soldat" pour prendre position sur des cas concrets de répression, obligés par les faits mêmes et sous la pression des syndiqués, d'avaliser un travail anti-militariste au sein de l'armée, partant illégal.

Dans de nombreuses sections syndicales le problème a été posé de prendre en charge les jeunes qui partent à l'armée; ils sont toujours des travailleurs, toujours des syndiqués, il appartient donc à la section syndicale de les aider matériellement, de les défendre face à la répression, voire de leur proposer une orientation de lutte.

Ces débats dans les sections syndicales ont permis de reprendre de manière concrète les discussions qui avaient eu lieu l'année dernière sur le rôle de l'armée à partir de l'analyse de la répression au Chili. Comment agir concrètement pour éviter un coup d'Etat militaire en cas de montée des luttes ouvrières ? Il faut pour cela que les organisations ouvrières prennent en charge elles-mêmes le travail de désagrégation de l'armée bourgeoise et l'organisation des travailleurs sous l'uniforme.

Les bureaucrates réformistes et stalinien n'ont évidemment pas été convaincus, mais la démonstration a été faite devant les travailleurs qu'il était non seulement vital, mais possible d'agir dans ce sens.

Le Parti Communiste français a été lui-même obligé d'aller assez loin. Jusqu'à publier son propre appel des deux cent (signé par deux cent soldats du régiment de marche du Tchad de Montléry.) Les revendications diffèrent notablement de celles de l'appel des cent, parce qu'elles restent évidemment dans le cadre des propositions du programme commun.

Saluons néanmoins cette initiative, la première depuis longtemps qui soit illégale (puisque la pétition est assimilée à un acte de désobéissance sévèrement réprimé) et avalisée par le PC. Cette initiative ne peut aller que dans le sens de l'ouverture du débat dans le contingent et dans les organisations ouvrières. Nous attendons les réformistes de pied ferme sur ce terrain.

L'appel des deux cent permet de mesurer la pression que nous sommes parvenus à exercer sur certains secteurs de la Jeunesse Communiste, auxquels le PCF est obligé de lâcher un peu la bride sur le cou, de peur de les perdre. Il est significatif que, dans cette affaire, le PCF ait abandonné ses alliés socialistes et radicaux de gauche, peu soucieux de faire quoi que ce soit sur ce terrain.

Aujourd'hui il faut aller plus loin

La signature de l'appel des cent, loin d'être un acte "anodin", a montré la force du mouvement des appelés : ils ont senti qu'ils n'étaient pas isolés dans

leurs casernes, que nombreux étaient ceux qui analysaient comme eux la répression et l'embrigadement militaire.

Il faut maintenant que ce mouvement se développe et se consolide au travers d'autres initiatives, que les comités qui existent dans de nombreuses casernes pour organiser la lutte sur tel ou tel point précis (contre les brimades, contre le racisme, pour des permissions plus nombreuses...) s'organisent mieux, se coordonnent.

Dans ces comités, il faut montrer que la simple lutte contre l'oppression militaire doit se transformer en une prise de conscience de ce que représente de plus en plus l'armée française : une armée de guerre

civile, une armée qui se prépare de plus en plus à la répression des mouvements populaires.

Les mouvements des appelés ne prennent tout leur sens que dans cette jonction avec les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, et avec ses actions. C'est ce que signifiait la manifestation des deux cent soldats de Draguignan, le poing levé et chantant l'Internationale...

C'est à cette jonction que s'emploient les militants du Front des Marins, Soldats et Aviateurs Révolutionnaires. L'appel des cent continue, mais l'appel des cent ce n'est qu'un début.

Milan

BOLIVIE

LA CRISE DE LA JUNTE MILITAIRE

Neuf jours à peine après avoir commémoré le troisième anniversaire de sa venue au pouvoir, la dictature militaire fut secouée par de sérieux conflits qui entraînèrent la démission de Banzer, aggravant ainsi la crise latente en son sein et l'amenant au bord de l'explosion (état d'urgence pour l'armée et la police, mobilisations des partisans toujours plus rares de la dictature, etc.).

La démission présentée par Banzer au Commandement unique des Forces Armées à 8 heures du matin le 30 août 1974, fut discutée au cours d'une réunion commune du Haut Commandement et du Cabinet militaire, et finalement retirée dans l'après-midi du même jour, lors d'une conférence de presse où le président du Commandement unique, le général Carlos Alcoreza lut un communiqué des Forces Armées et où Banzer lui-même expliqua son attitude.

Si les cercles militaires, les directions des partis gouvernementaux et la bureaucratie de l'Etat furent secoués par cette crise et sentirent l'édifice de la dictature trembler, le peuple, les masses populaires se montrèrent indifférents et qualifièrent cette crise de farce.

Les causes de la démission

Le communiqué du Haut Commandement donne comme cause de la démission "les difficultés rencontrées pour unir sur une base solide les partis qui forment le Front Populaire Nationaliste (FPN -- Frente Popular Nacionalista) dans une grande formation politique," tâche dans l'accomplissement de laquelle Banzer "se vit constamment retardé, dérangé et incompris."

Le dictateur qui souffrit d'une dépression nerveuse lors de la discussion de ses décisions (son médecin dut lui injecter un sédatif pour que la réunion puisse continuer) déclara en annonçant le retrait de sa démission non acceptée par les Forces Armées : "Accablé par le manque de compréhension, je me suis vu obli-

gé de prendre cette décision. J'espère que cela poussera les politiciens ainsi que les Forces Armées et la police bolivienne à la réflexion."

En dehors des discours et des déclarations officielles, les milieux gouvernementaux accusent Mario Gutiérrez, chef de la FSB (Falange Socialista Boliviana -- Phalange Socialiste Bolivienne), qui partage le pouvoir avec le MNR (Movimiento Nacionalista Revolucionario - Mouvement Nationaliste Révolutionnaire), d'avoir provoqué la crise par ses déclarations jugées déloyales au sujet des élections.

Qu'a donc déclaré l'ex-chancelier de la dictature ? Le 24 août, la cellule "L" de la FSB de La Paz publia une résolution, signée par son secrétaire régional Alfonso Guzman Ampuero, qui présentait Mario Gutiérrez comme candidat à la présidence pour les prochaines élections. Le 29, la cellule de Santa Cruz déclara son accord avec cette proposition, affirmant que tel était le droit de la FSB, et ajoutant les propositions suivantes :

- convocation des élections pour mai ou juin 1975,
- une large amnistie politique sans aucune restriction,
- la remise du pouvoir au candidat vainqueur le 6 août de la même année, à cause du 150ème anniversaire de la création de la république de Bolivie (1825 - 1975.)

Mario Gutiérrez approuva ces propositions, y ajoutant des commentaires sur sa certitude de remporter les élections, sur le fait qu'il lui plairait de se présenter avec un dirigeant du M.N.R., parti avec lequel il est nécessaire d'arriver à un accord, du type de celui qui existe entre les conservateurs et les libéraux en Colombie, accord qui assura 17 années de stabilité politique à ce pays. Finalement, il déclara reconnaître Victor Paz Estensoro et Ciro Humboldt comme chef et sous-chef du MNR car ils avaient été élus lors d'un congrès national.

Ces déclarations ouvrirent le débat sur les élections et produisirent un véritable scandale dans les secteurs officiels qui se présentèrent unis autour du gouvernement militaire.

Les propositions de Gutiérrez attaquent la ligne politique adoptée par le Cabinet militaire après le coup d'Etat manqué du 5 juin dernier (fomenté par le colonel Lopez Mayor Gary Prado, Banzer, comme il l'avait déjà fait par le passé, avait accepté de convoquer des élections générales. Mais, cette fois-ci il avait divisé le processus en deux étapes : tout d'abord un referendum visant à faire approuver une nouvelle constitution, une loi sur les partis politiques, une loi électorale, un nouveau régime administratif, etc., qui donnent une physionomie à un nouvel Etat moderne. Il créa dans ce but le Conseil National des Réformes Structurelles (CONARE -- Consejo Nacional de Reformas Estructurales) regroupant les personnalités les plus obscures et les plus serviles du régime. Ensuite, les élections proprement dites, subordonnées aux travaux du CONARE et au Referendum. En principe, on estimait qu'elles pourraient avoir lieu en décembre 1975 et le changement de gouvernement en 1976.

Il semble que Gutiérrez ait douté de la réalisation de ce calendrier électoral, et c'est pour cela qu'il réclama des élections immédiates, mis en avant sa candidature et ouvrit pratiquement sa campagne en se présentant comme le candidat le plus partisan d'une large amnistie politique. Il reconnaît les droits de ce qu'il appelle "l'extrême-gauche" qu'il dit ne pas craindre. Cette position vise à la fois à influencer les masses et à établir certains points de convergence avec l'opposition bourgeoise au CONARE et au Referendum.

Mais quand il déclara appuyer Paz Estensoro, dirigeant du MNR arrêté et expulsé du pays en décembre 1973, et Ciro Humboldt, accusé d'avoir fomenté une conspiration le 5 juin dernier, également expulsé mais revenu au pays dans la clandestinité et recherché par la police, Gutiérrez attaqua les méthodes répressives de la dictature dans les propres rangs des partis qui la soutiennent, et les manipulations de leurs directions pour masquer les divergences et les contradictions internes. Cet appui aux dirigeants du MNR persécutés représente une défense indirecte de la FSB et de sa direction, qui pourrait aussi être divisée par le gouvernement, comme le fut le MNR. La répression brutale contre la gauche a créé une méthode de direction qui tend à s'étendre aux partisans civils du régime. La bête, désespérée par ses contradictions, en vient à manger ses propres fils.

Les élections et l'armée

Si les déclarations du chef de la Phalange renient certains aspects de la politique de la dictature que son propre parti appuyait dans un passé récent, et rompt ainsi apparemment l'unité du front officiel, elles ne furent pas, cependant, la cause principale ni déterminante de la crise du 30 août.

Il faut remarquer, d'une part, l'audace de Gutiérrez, jusqu'à hier partisan docile de Banzer, et, d'autre part, la promptitude avec laquelle ce dernier réagit en renonçant à la présidence. Après la rétraction de Banzer, le chef de la FSB ratifia ses propositions au cours d'une entrevue personnelle avec le dictateur. De plus, il déclara fièrement : "Je ne peux avoir de sympathie pour aucune figure militaire dans les circonstances actuelles, mais je voterai s'il s'agissait du Général Bernardino Bilbao Rioja ou de tout autre héros de la guerre du Chaco." Il se trouve qu'il n'y a pas de héros de cette guer-

re dans la hiérarchie militaire, ce qui revient à dire qu'il ne voterait pour aucun des actuels dirigeants.

La réalité est que les contradictions ne cessent de s'aggraver au sein des Forces Armées. La rébellion du 5 juin dernier fut une expression de cette situation. A ce moment il fut possible de la surmonter avec quelques concessions : promesse des élections, Cabinet militaire, augmentation des soldes de tous les officiers, etc. Mais la crise a continué et les élections promises l'ont accentuée. L'audace de Gutiérrez s'appuie sur ces contradictions, sur ses liens avec la bourgeoisie agro-industrielle et l'impérialisme yankee.

Le Haut Commandement des Forces Armées ne veut pas d'élections, il s'en méfie. Des conspirations et des coups d'Etat se fomentent en son sein, mais avortent car les différentes tendances n'arrivent pas à se mettre d'accord. Gutiérrez, quand il exige des élections immédiates, le fait en croyant qu'il est possible, par ce biais, de résorber la crise interne du gouvernement et de gagner l'appui de l'opposition. Mais l'armée, malgré les déclarations qu'elle est obligée de faire sous la pression qui se manifeste dans ses propres rangs et de l'activité hostile des masses, ne cherche qu'à conserver le pouvoir, assurer son maintien. Elle pourra en venir à des élections si elle peut assurer un candidat militaire. C'est pour cela que la candidature hâtive de Gutiérrez et ses déclarations ont causé un tel scandale. Les Forces Armées ne font pas confiance à leurs alliés civils et sont décidées à garder le contrôle du pouvoir, avec ou sans élections, en remplaçant Banzer par un autre gorille. Sa prétendue constitutionalisation n'est rien d'autre que la légalisation de la dictature.

Au cours de la crise, et en réponse à Gutiérrez, le soi-disant groupe barrientiste, dirigé par Edwin Tapa, militant du PIR (Partido de la Izquierda Revolucionaria - Parti de la Gauche Révolutionnaire), parti stalinien fondé en 1940, dont le chef Ricardo Anaya sera ambassadeur des gorilles boliviens en URSS, s'empresse de déclarer : "les candidats ne devront avoir aucun passé d'opposition aux Forces Armées." En même temps, la bureaucratie paysanne contrôlée par le gouvernement se hâta de proclamer comme candidat à la présidence le général Lechin Suarez, actuel Ministre Coordinateur du Cabinet Militaire, très ami des yankees, qui avait un poste et résidait à New York avant la crise du 5 juin dernier.

Le Haut Commandement militaire, s'il se prononce en faveur d'élections, utilisera le groupe barrientiste et la bureaucratie paysanne pour présenter et imposer son candidat officiel.

Farce électorale ou coup d'état militaire

Telle est l'alternative face à laquelle la dictature militaire se trouve. Cependant aucun de ses termes ne lui assure la stabilité. Le peuple bolivien, les masses ouvrières et paysannes tournent le dos à ces manoeuvres tout en continuant à imposer et renforcer leurs organisations de classe, politiques et syndicales. La dictature des gorilles pourrit sur pied et sera bientôt renversée par la poussée révolutionnaire des masses.

La Paz le 3 septembre 1974
Nesto ALBA

l'opposition et le chili

Lors du coup d'Etat militaire de la junte chilienne le 11 septembre 1973, les manifestations de solidarité avec la résistance de la part des cercles d'opposition dans les pays de l'Est furent assez rares et dispersées. Il semblait que les masses chiliennes avaient peu d'amis dans les Etats ouvriers bureaucratisés. Les protestations de l'opposition qui se firent entendre furent du type de la faible et confuse déclaration de Sakharov qui se disait inquiet des "violations de la légalité au Chili" ou du soutien virtuel de Soljénitsine au coup d'Etat militaire. Si les commentaires au sujet des événements chiliens semblent avoir été monopolisés par des éléments confus ou droitiers de l'opposition dans les pays de l'Est, c'est parce que, dans ces pays, la gauche a été doublement muselée : par la presse officielle et par les mass media bourgeoises dans les pays de l'Ouest qui choisirent de passer sous silence les manifestations de solidarité des courants de gauche d'Europe de l'Est.

Quand, par exemple, les étudiants yougoslaves organisèrent des actions contre le putsch (entre autres une manifestation avec les mots d'ordre "Armement du prolétariat" et "Tout le pouvoir aux soviets" dans les rues de Belgrade), pas un mot à ce sujet n'apparut dans la presse yougoslave et bourgeoise. Afin de briser ce mur de silence, nous reproduisons deux documents provenant de Tchécoslovaquie.

Le premier document, "Lettre de 31 ex-prisonniers politiques" est un exemple significatif de la pensée politique actuelle de la gauche en Europe de l'Est. La lettre est une manifestation claire de solidarité avec la lutte des masses chiliennes pour la démocratie et le socialisme. Ecrite sous forme d'une réponse à l'Association des Juristes Tchécoslovaques, elle reproche à ces "messieurs" l'hypocrisie de leur inquiétude pour le sort des victimes de la répression de la Junte. La lettre informe ces "messieurs" que ce ne sont pas eux, en Tchécoslovaquie, les véritables amis de la résistance chilienne, mais au contraire ceux qui sont pour la démocratie socialiste et qui ont été réprimés par le régime pour avoir agi en accord avec leurs convictions.

Le second document intitulé "Le Chili et nous" est tiré du numéro d'octobre 1973 de Narodni Noviny (La Gazette Nationale) journal clandestin qui circule en Tchécoslovaquie. Les auteurs de ce document s'attaquent à une tâche importante en Tchécoslovaquie : convaincre la population qu'elle devrait s'opposer au coup d'Etat militaire au Chili. Il faut expliquer pourquoi il est nécessaire de faire cela dans un pays qui se prétend socialiste.

Une des conséquences de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie a été de semer un profond désarroi politique au sein de la population. Peu de gens, même parmi les plus farouchement anti-communistes, auraient prétendu avant l'invasion qu'il existait dans la population de sérieuses tendances anti-socialistes et anti-soviétiques. L'invasion a changé cette situation. La haine du régime de Husak qui s'identifie avec le "véritable socialisme", et de l'Union Soviétique qui a installé ce régime, a troublé le jugement politique de beaucoup de tchèques et de slovaques. La population ne sait que trop bien que la presse officielle est

pleine de mensonges au sujet de la situation intérieure. Elle est extrêmement sceptique sur tout ce que le régime dit au sujet de la situation internationale. Les choses en sont arrivées à un tel point que certains tchécoslovaques se réjouissent d'apprendre que des communistes favorables au régime de Husak, comme les membres du PC chilien qui supporta l'invasion de la Tchécoslovaquie, aient souffert une énorme défaite. Cette situation n'a pas été améliorée par les comparaisons faites par la presse tchécoslovaque officielle entre la junte militaire chilienne et les réformistes du printemps de Prague, expliquant que les troupes soviétiques sont justement intervenues pour empêcher un coup d'Etat comme celui du Chili.

Il faut bien se rappeler ces faits en lisant le document "Le Chili et nous". Ses auteurs s'adressent aux citoyens "ordinaires", en essayant de leur redonner un jugement politique sain, en leur expliquant que la propagande du régime ne doit pas leur empêcher de voir que les espoirs qui sont morts au Chili étaient leurs espoirs, et que leurs alliés naturels ne sont pas la junte mais les socialistes chiliens, ... même si ceux-là regroupent également des personnes qui ont appuyé l'invasion de 1968. C'est dans ce but pédagogique que des parallèles sont tirés dans le document entre le Chili et la Tchécoslovaquie.

Nous avons de sérieux points de désaccord avec de nombreuses formulations politiques de ce document. Mais nous nous solidarisons totalement avec le projet politique qu'il représente : expliquer aux masses tchécoslovaques que, comme les masses chiliennes, elles luttent pour le socialisme et qu'elles devraient s'aider et s'appuyer mutuellement.

Le fait que les auteurs de ces deux documents risquent une lourde peine de prison pour cette expression de solidarité "non-officielle" en dit assez sur le régime tchécoslovaque.

INPRECOR

Prague 1968. Le peuple tchécoslovaque et le peuple chilien luttent pour le socialisme et la démocratie



lettre ouverte

LETTRE DE 30 EX PRISONNIERS POLITIQUES

A l'Association des Juristes Tchécoslovaques
Namesti Curieovych 7
Praha 1 - Staré Mesto

La presse tchécoslovaque avait publié le 14 juin une pétition de protestation de l'Association des juristes tchécoslovaques sur les événements du Chili. Ce document affirmait que l'Association des juristes suivait avec une vive inquiétude les nouvelles concernant les violations de la légalité et la terreur croissante contre toutes les forces progressistes et patriotiques dans le pays. L'Association condamnait les persécutions, la torture et les exécutions massives de patriotes chiliens. Elle réclamait dans sa résolution le rétablissement des libertés constitutionnelles et démocratiques et constatait que les représentants du peuple chilien sont entièrement privés de droits civiques et de protection juridique. L'Organisation des juristes tchécoslovaques réclamait pour elle le droit d'assister au procès de Luis Corvalan afin de participer à sa défense ainsi qu'à celle d'autres patriotes.

Nous sommes d'avis que c'est la tâche de tous les progressistes dans le monde de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apporter aux révolutionnaires et démocrates chiliens un soutien total, matériel et moral, dans leur combat pour une société démocratique et pour le socialisme. Si nous nous exprimons de cette façon seulement aujourd'hui, c'est parce que nombre d'entre nous n'en avaient pas la possibilité. Nous déclarons donc maintenant que nous sommes entièrement solidaires de la lutte des forces progressistes au Chili et que nous condamnons sans équivoque les agissements de la Junte fasciste.

Nous estimons en outre avoir pleinement le droit d'exprimer cette solidarité car des idéaux, des objectifs et souvent un sort commun nous unissent aux progressistes chiliens. Mais nous vous refusons ce droit, messieurs de l'Association des juristes tchécoslovaques. Car nous n'avons pas connaissance de cas où votre association soit intervenue pour défendre les droits de l'homme, les libertés civiques ou pour faire respecter la légalité dans notre pays, en Tchécoslovaquie. Ou bien pensez-vous qu'il est correct, du point de vue de la loi et de sa fonction sociale, qu'au cours des dernières années des dizaines de milliers de nos concitoyens aient dû quitter leurs emplois et aient été forcés de travailler à des postes où ils n'ont aucunement la possibilité de faire valoir leur qualification ? Pensez-vous qu'il soit juste que les enfants de soit-disant "mauvais" pères et mères n'aient pas le droit de fréquenter les établissements secondaires (lycées) et l'université ? Pensez-vous qu'il soit juste que nombre de nos concitoyens aient été calomniés dans notre presse pour leur récente activité politique sans avoir la possibilité de se défendre contre ces campagnes ?

Etes-vous convaincus, messieurs de l'Association des juristes que dans notre pays la liberté de parole, de presse, de réunion, de rassemblement, la liberté de déplacement, y compris la possibilité de quitter le pays et éventuellement d'y revenir, la liberté de la recherche scientifique, soient garanties ?

Pensez-vous que du point de vue du droit pénal et de sa fonction sociale, il soit correct qu'en Tchécoslovaquie puisse être condamné à la peine de mort celui qui "mène une activité particulièrement dangereuse contre les fondements de la République... s'il en résulte des conséquences très graves" sachant par expérience que toute activité politique ne plaisant pas au groupe dirigeant actuel peut être qualifiée d'hostile au régime de la République ? Est-il correct du point de vue de la fonction du droit pénal que, selon un règlement pourtant plus modéré, 47 communistes et socialistes aient été condamnés en 1972 à de longues peines (jusqu'à 6 ans et demi) de prison, comme notamment l'ancien recteur de l'Ecole Supérieure du P.C.T., Milan Hubl, les professeurs d'Université Jaroslav Mezník et Antonín Rusek, les secrétaires régionaux du PCT Alfred Černý, Jaroslav Sabata et Jaroslav Litera, l'historien Jan Těsár, le dirigeant étudiant Jiri Müller, et d'autres ? Etes-vous convaincus que ces procès se soient déroulés conformément au droit pénal, que lors de l'instruction préparatoire auprès du STB (police secrète) il n'y ait eu aucune pression psychique et qu'il n'y ait eu aucun cas de torture physique ? Pensez-vous que lors de ces procès la réglementation sur la publicité des débats ait été respectée ? Etes-vous sûrs que lors des centaines de procès politiques qui se sont déroulés entre 1969 et 1974, des avocats d'organisations démocratiques de juristes n'aient pas demandé à assister à certains d'entre eux ? Et si oui, est-ce que cela leur a été rendu possible ? Etes-vous convaincus que les conditions de détention des communistes et socialistes condamnés répondent à la réglementation en la matière (et en dépit du fait qu'elle fut modifiée l'an dernier, donnant une plus grande marge de manœuvre aux geoliers), que les prisonniers politiques ne subissent pas un régime de détention bien plus sévère que les criminels de droit commun, qu'ils sont suffisamment nourris, ne souffrent pas d'avitaminose, qu'ils bénéficient de soins médicaux satisfaisants, que leur développement élémentaire soit assuré, ou bien que personne ne s'efforce, par un isolement strictement hermétique, de les liquider en provoquant des troubles psychiques ?

Nous visons tous dans le même pays et tous nous connaissons l'état réel des choses. Si la responsabilité de cet état incombe à chacun d'entre nous, votre responsabilité est d'autant plus grande que vous êtes mieux informés que nous et que vous êtes plus au fait des choses ; d'autant plus grande que vous avez plus de possibilité de changer ou d'atténuer l'état des choses existant. De plus, nous sommes convaincus, et ce, sur la base de nombreuses expériences personnelles, qu'en égard à l'ensemble des juristes tchécoslovaques, votre organisation manque nettement de représentativité.

Votre résolution de soutien des droits civils au Chili et contre la junte fasciste est hypocrite. Votre discours ne peut que sonner faux. Nous, prisonniers politiques qui avons été emprisonnés en Tchécoslovaquie dans la première moitié des années 70, nous sommes unis par un lien étroit d'amitié, de solidarité, d'accord ou de parenté d'idées et d'action, avec les socialistes, les communistes, les marxistes révolutionnaires, les chrétiens et autres démocrates chiliens, selon nos différentes convictions. Mais vous, rien ne vous unit à eux et des paroles hypocrites n'arrivent pas à la ca-

cher. Votre rôle consiste seulement à maintenir par la propagande l'état des choses qui prévaut dans notre pays, et que caractérise, entre autres, le dynamisme du commerce entre la Tchécoslovaquie et la junte fasciste chilienne, ainsi que le refus de la Tchécoslovaquie d'offrir l'asile aux réfugiés chiliens.

Nous sommes convaincus que la juste de nos camarades amis et frères chiliens contre le fascisme et la terreur, la lutte pour la démocratie, la liberté et le socialisme triomphera. Nous serions heureux s'ils apprenaient qu'ils ont beaucoup d'alliés authentiques en Tchécoslovaquie.

30 prisonniers politiques entre 1969 et 1974
Prague le 18 juin - 8 juillet 1974

Copie recommandée à :

(1) Miroslav Moc, rédacteur en chef du Rudé Pravo qui publia le 14 juin la résolution de l'Union des juristes tchécoslovaques. Nous demandons à M. Moc que notre lettre soit également publiée dans Rudé Pravo.

(2) Gustav Husak, pour information.

(3) J. Nemec, ministre de la justice, pour information.

(4) L'Union des étudiants chiliens en Tchécoslovaquie, pour information

le chili et nous

NARODNI NOVINY (La Gazette Nationale.)

Publié par la nation tchécoslovaque elle-même, reproduit par les lecteurs eux-mêmes. Diffusé seulement parmi des amis dignes de confiance. Toute erreur peut entraîner poursuite. Le journal est publié régulièrement et n'est pas à vendre.

Depuis le 11 septembre 1973, la terreur fasciste fait rage au Chili. Toutes les pratiques traditionnelles sont là : descentes, exécutions, arrestations, assassinats " pendant des tentatives d'évasion ", destruction des libertés civiles élémentaires, remise des terres nationalisées aux anciens propriétaires et des entreprises nationalisées aux propriétaires capitalistes. Cette violence est dénoncée dans le monde entier. Même la presse tchécoslovaque accorde obligeamment de la place aux protestations (avec quelques exceptions comme Pavel Kohout, par exemple. Il exprima ses critiques dans une lettre au Ministre de la Culture, Klusak, et expliqua également pourquoi sa protestation avait été publiée à l'étranger.) Ceux qui se réjouissent de voir que quelque part les communistes se sont faits écrasés ont la vue courte. D'une part ce ne sont pas seulement les communistes qui sont réprimés au Chili et, d'autre part, aucun véritable démocrate ne peut se réjouir de voir la liberté étranglée quelque part.

Il ne fait aucun doute que les droits démocratiques étaient plus amples au Chili sous le régime de Allende que sous la junte militaire, simplement parce que Allende dirigeait d'une façon démocratique. Parce qu'il ripostait à son opposition sans violence et en respectant la loi, Allende, a beaucoup aidé les militaires putschistes à mener leurs plans à bien. Des erreurs, même très sérieuses, ont été faites. Le gouvernement d'Unité Populaire n'a certainement pas réussi à satisfaire certains des besoins les plus élémentaires du peuple au cours de ces trois années d'existence. Cependant rien ne peut modifier le fait que son gouvernement était plus représentatif du peuple que ne l'est la junte.

Les problèmes d'approvisionnement (qui surgirent quand les camionneurs déclarèrent leur grève) auraient pu être résolus avec une aide des pays socialistes -- si ceux-ci avaient voulu la donner. Il aurait suffi de quelques heures pour accorder un prêt de 20 Antonovs, avions de transports, même si leur livraison aurait été difficile. (Après tout, l'URSS a parfaitement réussi à faire parvenir du matériel

militaire à l'Egypte.) Cette aviation, avec quelques camions, aurait pu aider à résoudre un problème qui amena finalement à l'indifférence nationale pour le sort du gouvernement Allende. Les pays socialistes n'ont pas accordé cette aide, bien qu'ils étaient probablement d'accord de donner de l'aide dans d'autres domaines (l'organisation de la sécurité de l'Etat, etc.)

Bien que cela puisse paraître paradoxal, l'Union Soviétique fut en fait satisfaite, malgré ses protestations au sujet du sort du Chili (les USA l'étaient également bien entendu.) Le maintien méticuleux des processus démocratiques dans la construction d'une société socialiste représentait une épine dans la chair de l'URSS. Les dirigeants soviétiques craignaient qu'un autre socialisme, un socialisme chilien -- au visage humain -- vienne s'ajouter aux quatre autres qui existent déjà -- Soviétique, Chinois, Yougoslave, Cubain; sans parler de la façon dont les communistes italiens et espagnols imaginent "leur" socialisme. Bientôt le centre de Moscou ne serait plus le centre, mais simplement une province, comme, après tout, Lénine le prédisait. Brejnev ne pourrait jamais supporter un tel développement. Il aurait été difficile pour les pays du pacte de Varsovie d'envahir le Chili, mais d'autres s'en sont occupés.

Le Président Allende, l'équivalent chilien de Dubcek, est mort et les soviétiques peuvent soupirer de soulagement. Mais ce qui a suivi sa mort -- mis à part les assassinats (mais les armées soviétiques en ont également menés dans notre pays) -- est si semblable au sort de la Tchécoslovaquie que le parallèle est évident. Les méthodes des putschistes sont les mêmes, qu'ils viennent d'une steppe russe ou d'Amérique Latine.

Il n'y a pas très longtemps, en octobre 1973, Rude Pravo s'est montré très choqué quand un député CDU parla du putsch comme d'un empêchement -- comme si, en Tchécoslovaquie, on pouvait mentionner le mot invasion ou occupation; on ne peut parler que d' "entrée" ou, mieux encore, d' "aide internationale fraternelle." Signalons en passant que le Chili donne une preuve supplémentaire du fait que l'Union Soviétique ne donne pas d'aide là où elle est nécessaire.

Voyons quels faits choquent la presse tchécoslovaque normalisée :

- les comités locaux ont été brisés (comme l'ont été les comités ouvriers dans notre pays.)
- la junte a interdit les cours de marxisme à l'université (dans notre pays tous les départements de marxisme-léninisme ont été liquidés après août 68.)
- la liberté d'assemblée, d'association, d'expression écrite et orale n'existe plus (essayez seulement d'organiser une réunion du Club des non-communistes engagés, ou convoquez une manifestation dans la plus petite place de Prague, ou essayez d'écrire ce que vous pensez dans un journal. Une telle notion est comique dans la Tchécoslovaquie actuelle, et en Union Soviétique, on enferme les gens dans des asiles de fous pour de telles revendications.)

- au Chili, comme sous Hitler, la junte brûle les livres qui ne lui conviennent pas ou qui sont écrits par des auteurs qu'elle n'apprécie pas. (Dans notre pays ils ne sont pas brûlés publiquement, mais si vous connaissez quelqu'un qui travaille dans une bibliothèque publique, demandez-lui qu'il vous montre la liste des livres qui ont été jetés, retirés de la circulation ou détruits. Le nombre de titres est de plusieurs milliers.)

- Au Chili les attaques à la vie privée sont chose commune (mais combien d'appartements tchèques ont été perquisitionnés par les agents de la STB (police secrète) sans mandat, combien de nos appartements sont placés sur écouteurs, du type de celui que le professeur Kaline mentionne dans son appel contre sa condamnation à deux ans de prison)
- des milliers de chiliens, des gens les plus ordinaires aux personnalités les plus connues, telles que le Dr Asejo, Prix Nobel 1973, ont été renvoyés de leur travail, leur seul "crime" étant d'avoir soutenu des idées progressives, " (par rapport à cela, la junte a agi maladroitement. Où ailleurs qu'en Tchécoslovaquie, des centaines de milliers de personnes - y compris des journalistes connus, des étudiants et des ouvriers -- ont-ils été renvoyés de leur travail pour la même raison ?)

- les "nouveaux dirigeants" ont introduit un contrôle total de la radio et de la télévision (mais comment cela se passe-t-il chez nous ? Comparez simplement ce qu'était la radio et la télévision en 68 et 69 et aujourd'hui.)

- la junte a ordonné des "équipes de travail nationales." (l'analogie est si parfaite que même le nom est le même.)

- la junte a interdit la presse de gauche (une longue liste de journaux furent interdits sous Husak. Nous pouvons en signaler trois importants : Zitrek, Reporter et même le journal communiste Politika.)

- la junte limite les droits syndicaux (il vaudrait peut-être la peine de demander à Karel Hoffman, ce "représentant connu de la classe ouvrière" qui n'a jamais travaillé dans une usine, de nommer les droits des syndiqués. Quelques secondes suffiraient.)

Oui, nous sommes d'accord avec notre presse pour dire que ce qui arrive au Chili est le fascisme. Cependant le fascisme est toujours le fascisme où qu'il se développe et quel que soit le jargon qu'il utilise. Le fascisme est simplement le fascisme, peu importe sous quelle étiquette il opère, qu'il se développe au Chili ou en Tchécoslovaquie. C'est pourquoi nous ne faisons qu'un avec le peuple chilien et c'est pourquoi nous devons protester non seulement contre les menaces qui pèsent sur la vie de Luis Corvalan (qui a d'ailleurs salué l'invasion de notre pays en 1968,) mais contre les menaces qui pèsent sur la vie de centaines d'autres personnes. Nous devons également protester contre le renvoi de personnes de leur travail, contre la censure, contre les attaques à la vie privée, contre l'interdiction d'association, contre le retrait des livres de la circulation, contre les ingérences dans les droits des syndiqués -- tout cela doit figurer dans nos protestations. Nous devons souligner que nous sommes contre tout cela, où que cela existe dans le monde. Nous devons également concrètement être contre une telle situation et la combattre.

MALAISIE

INTERVIEW AVEC UN DIRIGEANT ETUDIANT

Le 24 août, le Front National, coalition de partis au pouvoir, enlevait une majorité écrasante aux élections malaises. La Malaisie est le seul pays de cette région du monde, le sud-est asiatique, à avoir maintenu une tradition de parlementarisme bourgeois. C'est aussi le premier Etat de l'ASEAN (Association des Nations du Sud-Est Asiatique) à avoir reconnu la République Populaire de Chine. Il n'en s'agit pas moins, derrière cette façade, d'un régime policier et répressif, intégré au système de domination impérialiste régional et fondé sur l'écrasement

des guerillas communistes et la partition du pays dans les années 50.

L'évolution de la situation dans le sud-est asiatique, marquée par le réveil de mouvements de lutte urbaine, la crise des régimes militaires, les réalignements diplomatiques et la place nouvelle de l'impérialisme japonais dans la région, ainsi que l'impact de la révolution indochinoise, souligne le rôle de cette région pour l'avenir de la révolution asiatique. Il importe particulièrement, dans ce contexte,

d'affirmer notre solidarité avec les combats mal connus de ces pays.

INPRECOR publie une interview réalisée à Tokyo au début du mois de septembre par K. Muraki, membre du secrétariat de la Conférence de la Jeunesse Asiatique (voir INPRECOR N° 8), avec un dirigeant du mouvement étudiant malais. Ce dernier, membre d'une organisation politique étudiante, le Club Socia-

liste, doit garder l'anonymat. Lorsque l'interview fut réalisée, on ne savait pas encore quand les élections devaient avoir lieu. Ni même avec certitude si elles allaient avoir lieu. Le militant interviewé n'a pas pu revoir la version écrite de son interview, des erreurs de transcription ont pu s'y glisser, notamment en ce qui concerne les noms propres.



Question : Peux-tu nous expliquer la situation politique de ton pays actuellement : parti gouvernemental, organisation de l'opposition, etc. ?



Réponse : Nous sommes maintenant début août, de nouvelles élections devraient se tenir très bientôt. L'alliance actuellement au pouvoir s'appelle en Malais "Precatan". Les trois partis qui la composent sont : l'UMNO (United Malaysian National Organization -- Organisation Nationale Malaise Unifiée), le MIC (Malaysian Indian Congress -- Congrès Indien Malais) et la MCA (Malaysian Chinese Association -- Association Chinoise Malaise). Mais ils ont décidé de former un nouveau bloc élargi, le Front National, qui regroupera presque tous les partis qui étaient dans l'opposition lors des dernières élections de 1969 (soit au total 10 partis, les 3 partis de l'alliance antérieure inclus -- INPRECOR.) Tel, au nord, le Gerakan, qui contrôle l'île de Pinang; au Péra, le P. P. P. (People Progressive Party -- Parti Progressiste du Peuple) et l'essentiel des partis de Sabah et Sarawak (les deux provinces "malaises" de l'île de Bornéo -- INPRECOR.)

Hors de ce Front National, il ne reste que le P. P. P. (Social Justice Party -- Parti de Justice Sociale), le D. A. P. (Democratic Action Party -- Parti d'Action Démocratique), le KITA (Kaum Insaf Tanah Air) et le Partai Socialis Rakyat (P. S. R.), c'est-à-dire en anglais le People Socialist Party (Parti Socialiste du Peuple), ou P. S. P. Tous ces partis, hormis le P. S. P., ont été créés pour le besoin des élections, tels le P. P. P. et le KITA. Le D. A. P. est une émanation du P. A. P. de Singapour, dans la communauté chinoise.

Le P. S. R. (ou P. S. P.) est le seul à avoir été formé il y a longtemps, le seul à défendre ouvertement une orientation de gauche, socialiste, en Malaisie.

En fait, le Front National devrait emporter presque tous les sièges. L'alliance, plus précisément l'UMNO, contrôle l'ensemble des mass media. Elle a déjà commencé sa campagne électorale alors que son ouverture officielle n'est pas encore déclarée. Il est probable qu'ils vont organiser des élections précipitées, avec deux semaines seulement de préavis, de façon à rendre impossible l'organisation de la campagne par les autres partis. Telle est la situation actuelle !

Q. - Sur quelle base se fondent ces partis ? Et quelle est leur politique ?



R. - La plupart de ces partis sont fondés sur le chauvinisme. (La population de Malaisie est pour 48% malaise, 42% d'origine chinoise, le reste principalement d'origine indienne -- INPRECOR.) L'UMNO s'appuie sur le chauvinisme malais, le MIC sur le chauvinisme et la riche bourgeoisie indienne, quant au MAC, contrôlé par la bourgeoisie compradore chi-

noise, il est "chauvin-chinois". Le Pan Islamis Party s'appuie évidemment sur la population musulmane malaise, de même que le P. P. P. Et le Gerakan sur la communauté chinoise. Ils survivent à partir de la question raciale.



La seule réelle opposition, selon une déclaration du premier ministre Tun Abdul Razak lui-même, vient de trois sources : (1) le communisme militant (clandestin), (2) le Partai Socialis Rakyat (P. S. P.), (3) les extrémistes (c'est-à-dire probablement l'extrême-droite ultra-chauvine malaise.)

Q. - Le problème racial occupe donc une place centrale dans la vie de ton pays ?



R. - Oui. L'alliance au pouvoir divise la population à partir de ces questions. C'est à cause de cela qu'en 1969 il y a eu d'importantes émeutes au centre de Kuala Lumpur au lendemain des élections.

Actuellement plus de 60% de l'économie est contrôlée par les anglo-américains, 20% ou un peu plus par les compradors chinois, 2% peut-être par la bureaucratie compradore malaise, et 1% par les indiens (Le reste est sous contrôle de l'Etat ou de Malay d'autres ethnies -- INPRECOR.) Le projet de l'UMNO, qui a défini une Nouvelle Politique Economique (N. E. P.), est d'arriver en 1990 à obtenir la répartition suivante : 30% malais, 30% non Bumiputra (d'ethnies non-malaises -- INPRECOR) et 30% étrangers.

Du fait de cette politique, les races non malaises ont été fortement discriminées. Et ceci favorise l'incompréhension. Les malais croient que les chinois ont le pouvoir économique. Les indiens croient que les malais, qui ont le pouvoir politique, veulent maintenant accaparer le pouvoir économique. Les chinois croient que les malais veulent leur prendre ce qu'ils possèdent. Tout ceci nourrit les antagonismes raciaux alors qu'en fait, le vrai problème -- le contrôle de l'économie par les anglais, les américains et les japonais -- n'est jamais posé et discuté par la population. Il est caché par les antagonismes raciaux. C'est pourquoi notre principal objectif, actuellement, est de montrer qui accapare vraiment les richesses du pays.

Je suis sûr que quand la population apprendra quel est son réel ennemi commun, notre tâche deviendra facile pour démasquer les partis dominants, comme les partis de ceux qui coopèrent avec les britanniques, américains et japonais dans cette extorsion des richesses du pays. Et j'ai confiance dans l'avenir car les nouvelles générations commencent à mettre en question les investissements et la domination étrangers.

Q. - La presse bourgeoise nous explique que la Malaisie est le seul pays de la région qui a maintenu un système parlementaire et qu'il s'agit donc d'une dé-

mocratie. Tel ne semble pourtant pas être le cas. Peux-tu nous en dire plus sur la répression qui s'abat sur l'opposition ?



R. - La Malaisie est en effet un cas intéressant, car c'est le seul pays qui a gardé formellement un soi-disant régime représentatif et démocratique. Mais pour nous, le régime de Tun Abdul Razak n'est pas de nature différente de ceux de Suharto (en Indonésie) ou de Marcos (aux Philippines). On y retrouve la même tentative de répression fasciste contre le peuple de mon pays.

Par exemple, en 1969, l'opposition de gauche était très forte avec le Labour Party (Parti Travailleiste), fort de 50.000 membres, et le People's Socialist Party (Parti Socialiste du Peuple). Le Labour Party appela au boycott des élections, expliquant qu'il lui était impossible d'y participer vu qu'avant même les élections un grand nombre de ces cadres nationaux et de ces cadres locaux avaient été arrêtés. Quant au P.S.P., nombre de ses membres ou sympathisants sont aussi en prison. En 1969, deux de ses membres ont été élus à des assemblées d'Etat et ces deux parlementaires ont été arrêtés sans jugement ! L'un a été libéré après 2 ou 3 ans, l'autre est toujours en prison !

Le nombre des prisonniers politiques en Malaisie est très important. Il existe une loi, l'Internal Security Act (loi de sécurité intérieure), qui permet d'emprisonner pour 2 ans, sans jugement, sans procès. Deux ans qui peuvent être prolongés ! Il existe aussi le "bannissement". On enlève leur citoyenneté à des personnes et on leur "permet" d'aller dans le pays de leur choix. Mais comme aucun pays n'en veut, ils restent en prison ! Le "bannissement" peut provoquer l'emprisonnement à vie !

Récemment, le gouvernement a opéré des arrestations massives au sein d'organisations culturelles qui voulaient promouvoir une culture populaire dans les villes. Dernièrement un ancien étudiant de Nouvelle-Zélande a été arrêté. Il s'appelle Ku Iliam. Il était militant actif du mouvement anti-guerre et responsable du travail international de l'Union des Etudiants néo-zélandais. Rentré il y a trois ans en Malaisie (il est malais), il a été immédiatement arrêté et détenu une semaine. Relâché grâce à la garantie de sa famille, il a été à nouveau arrêté trois ans après et envoyé dans un camp de détention sous l'accusation d'avoir voulu rejoindre le mouvement de libération. Nous ne savons pas quels sont les réels motifs de son arrestation. Mais ceci n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres. En fait nous sommes incapables de savoir combien de gens sont effectivement détenus et où, vu comment le gouvernement opère -- en arrêtant discrètement au petit jour !

Quant au Labour Party et au Parti Socialiste du Peuple, ils étaient, avant 1969, les principaux partis d'opposition et formaient une réelle opposition parlementaire, lorsqu'ils ont créé le Front Socialiste. Mais après 1969 et la répression qu'ils ont subi, le Labour Party a publiquement reconnu que les élections n'étaient pas sa voie !

Q. - Peux-tu revenir sur l'histoire de l'opposition -- l'opposition réelle -- en Malaisie ?



R. - Pour retracer cette histoire, il faut se rappeler que Singapour faisait partie de la Malaisie. C'était même sa principale ville sous la domination coloniale directe de l'impérialisme.

Durant les années 30 et 40, l'opposition était très forte et demandait l'indépendance réelle. L'influence du nationalisme indonésien était alors considérable, notamment sur les étudiants du Collège SITC.

Des dirigeants indonésiens tels Alimin, Sukarno, Tan Malaka étaient en contact avec ces étudiants -- notamment Ibrahim Iako, qui a été "banni" en Malaisie pour "communisme." Le SITC était situé en Malaisie continentale. Mais à Singapour aussi la population chinoise demandait l'indépendance réelle. La "classe politique" qui dirige actuellement le pays provient, elle, d'un enseignement d' "élite" créé par les anglais à l'intention des enfants de l'aristocratie, de la bureaucratie et des féodaux.

En 1941, les japonais ont envahi le pays. Les partis de gauche se sont alors réorganisés et ont formé l'Armée populaire anti-japonaise (Malayan People's anti-Japanese Army), la MPAJA. C'était un véritable front uni de toutes les races, de toutes les nationalités, de tous les modes de vie: syndicats, paysans, etc., luttaient en commun. Le MCP avait alors une ligne claire de soutien à la MPAJA, et les britanniques fournissaient des armes pour chasser les japonais. Après la défaite des japonais, le MPC n'a pas rendu les armes et les a gardées dans la jungle. Les britanniques, eux, sont revenus pour contrôler le pays. En 1948, le MPC a appelé à la lutte armée pour libérer la Malaisie des britanniques. Il s'appuyait sur une influence de masse. Sa direction se trouvait alors dans les syndicats et les plantations de caoutchouc. La lutte était alors clairement une lutte d'indépendance et unifiait tous les partis de gauche.

Mais le MPC a subi un recul quand les britanniques ont accordé en 1957 une soi-disant indépendance. La masse de la population a cru à cette indépendance. Mais le pouvoir était en fait donné aux laquais de l'impérialisme, les féodaux, tandis que Singapour était séparée de la Malaisie. Singapour est une place stratégique de grande importance en Asie du sud-est, et dans toute l'Asie.

Mais, même après 1957, l'opposition restait forte. A Singapour, le parti de gauche, le Barisan Socialist, était très puissant, tandis qu'en Malaisie continentale le Partai Socialis Rakyat et le Labour Party n'ont pas reconnu cette indépendance formelle. Les socialistes restaient coordonnés et le mouvement national se poursuivait. Les britanniques, en conséquence, ont poursuivi leur politique de répression. En 1963, ils ont décidé la formation de la Fédération Malaise, avec Sabah, Sarawak et Brunet (situés au nord de l'île de Bornéo -- INPRECOR.) Dès avant cette date, une opposition de masse s'était manifestée à l'encontre de ce projet. Et à cette époque, l'Indonésie de Soekarno était engagée dans sa politique de "confrontation" avec la Fédération Malaise. La politique des anglais consistait en effet à s'opposer au nationalisme indonésien.

En 1963, à Singapour, des centaines de militants de gauche ont été emprisonnés -- et certains sont encore en prison ! En Malaisie continentale, le PSP et le Labour Party ont appelé à la réunification avec Singapour et se sont opposés à l'intégration de Sabah et de Sarawak dans la Fédération. Néanmoins, les britanniques ont réussi à imposer leur projet.

Mais en 1966, Singapour a rompu avec la Fédération Malaise et a formé un Etat soi-disant indépendant. Et Lew Kuan Yee a écrasé toute forme d'opposition politique, a créé un système de parti unique

autour du PAP, a transformé Singapour en un véritable Etat policier.

Telle est l'histoire de ces deux périodes, celle de la colonisation directe et celle du néo-colonialisme.

Mais les militants progressistes de Singapour et de Malaisie continuent à se considérer comme membres d'un même pays et appellent toujours à la réunification. Ceci est insupportable pour les partis dirigeants. Par exemple, mon université s'appelle Université de Malaya. Et ils voudraient changer son nom. Ils ne veulent pas que les gens se rappellent que la Malaya fut une nation et que la Malaisie (Malaysia) n'est plus la Malaya. Le gouvernement ne supporte pas que le PSP s'appelle PSP de Malaya et que les militants progressistes introduisent leurs meetings par la formule " My dear Malayan people..." (Cher peuple malayen...). L'idée de Malaya, de Singapour comme partie de la Malaya, doit être tuée. Parce que l'histoire de la Malaya est l'histoire de la gauche ! L'UMNO n'a été créée que pour recevoir le pouvoir des mains des britanniques. La Malaya, ce fut la lutte d'indépendance menée à Singapour comme en Malaisie continentale jusqu'au recul de 1957.

Q. - Nous avons compris l'histoire de la lutte menée par le peuple de Malaya contre la création artificielle du pays appelé par les britanniques Malaisie. Mais aujourd'hui les anglo-américains ne sont plus les seuls à dominer la Malaisie : les japonais envahissent le pays très rapidement. Nous avons entendu dire que le mouvement étudiant malais était à l'avant-garde de la lutte contre cette pénétration japonaise. Qu'en est-il ?



R. - Je crois que le mouvement étudiant malais a joué un rôle direct et important dans la période de passage du colonialisme au néo-colonialisme. Sous la colonisation directe, beaucoup d'étudiants ont donné leur vie et beaucoup ont été emprisonnés depuis.

Et maintenant que le gouvernement a formé le Front National pour éliminer toute opposition, que va-t-il rester ? La voix des étudiants. Et la tendance en cours est, aujourd'hui, celle de la prise de conscience de la domination étrangère. La plupart des revendications étudiantes portent actuellement sur la nécessité de nationaliser sans compensation les capitaux étrangers. Ces revendications sont nées après la vague de nationalisation qui a touché l'Algérie, etc., et après la conférence de Lahore (des pays Islamiques -- INPRECOR) qui a appelé à de telles nationalisations.

Sans aucun doute, le gouvernement, l'administration universitaire, les partis dirigeants, continueront à justifier l'appel aux capitaux étrangers par les besoins du développement du pays. Mais nous nous attachons à contrer cette propagande gouvernementale en montrant comment les capitaux étrangers n'apportent pas le développement mais l'arriération. Je crois qu'aujourd'hui cette question est clarifiée chez les étudiants et les jeunes.

Cette lutte contre la domination étrangère peut se développer sur deux terrains. L'un est celui du patriotisme. L'autre celui du chauvinisme. Mais soyez sûrs que lorsque nous réclamons les nationalisations il ne s'agit pas pour nous de les réaliser dans l'actuelle superstructure du pays. Elles devront s'opérer dans un autre contexte, dans une autre superstructure sociale. Nous utilisons cette revendication

pour mettre à nu la véritable nature du système et de l'alliance qui lie les partis dirigeants aux investisseurs étrangers dans leur volonté de voler les richesses du pays. Mais nous ne pouvons nationaliser aujourd'hui ! Ou, si cela se faisait, ce serait probablement la bourgeoisie malaise qui prendrait le contrôle des capitaux étrangers. Ce serait comme sortir de la gueule du tigre pour rentrer dans celle du crocodile !

En ce qui concerne les japonais, après le boycott de masse des produits japonais, organisé en Thaïlande par le NSLT (National Student Center of Thailand -- Centre National des Etudiants de Thaïlande) la sensibilisation de la population à ce problème s'est largement étendue à Singapour comme en Malaisie. Toute une propagande a été organisée, avec de nombreux meetings de masse, pour expliquer comment les investisseurs japonais s'introduisaient dans un pays pour le contrôler. Et lors du voyage du premier ministre japonais Tanaka en Asie du sud-est, l'an passé, l'Union des étudiants de l'université de Malaya, avec d'autres mouvements étudiants, a protesté contre sa venue et a réclamé des explications quant à sa politique d'exportation de capitaux.

Pour sa part, le Club Socialiste de l'université de Malaya a manifesté à l'aéroport de Kuala Lumpur et a condamné le venue de Tanaka comme symbolique de l'agression économique de l'impérialisme japonais.

Nous voulons qu'un point soit bien clair : en luttant contre l'impérialisme japonais, nous n'oublions pas les impérialismes américain et britannique. Ils seraient trop heureux qu'on se contente d'attaquer leur concurrent japonais et que l'on cesse de les dénoncer. Nous luttons contre tous les impérialismes, mais nous avons concentré notre action sur le problème japonais du fait de la venue de Tanaka.

Q. - Que peux-tu préciser sur le Club Socialiste ?



R. - J'appartiens au Club Socialiste. C'est une organisation politique légale. Elle veut propager l'idée du socialisme sur le campus de l'université de Malaya. Elle s'est formée en 1968 dans cette université. Un précédent Club Socialiste avait été formé à l'université de Singapour. Certains de ces membres sont maintenant en prison. D'autres ont disparu. L'histoire des luttes pour l'indépendance réelle à Singapour a été marquée par le Club Socialiste.

Notre but est de développer un très large sentiment patriotique, contre la domination étrangère, et de discuter dans un cadre plus restreint des perspectives politiques. Au sein du Club Socialiste lui-même nous étudions aussi ce qu'est le socialisme, la théorie du socialisme et pourquoi nous défendons une alternative socialiste au système actuellement en vigueur.

Il existe à Kuala Lumpur et à Pinang, dans d'autres universités, deux autres organisations de même nature, même si elles ne portent pas le même nom que nous. Grâce à l'activité de ces trois groupes, nous jouons un rôle dirigeant dans le mouvement étudiant en Malaisie. Ce sont les militants de ces groupes qui fournissent les membres dirigeants des Unions Etudiantes concernées.

Quant à l'ampleur réelle de notre influence, c'est là une question à laquelle il est très difficile de répondre. Bien sûr, nous pouvons être fiers de ce que nous

militants ont été élus par vote majoritaire à des postes de responsabilités. Mais on ne peut ignorer le problème de ceux qui n'ont pas voté, qui n'ont dit ni oui, ni non. Nous ne sommes pas assurés de la situation. C'est pourquoi nous revenons toujours sur nos actes en nous demandant : avons-nous réellement le soutien des étudiants ou sommes-nous simplement une direction sans base ? Telle est la question que nous discutons toujours !

En tant qu'organisation politique orientée à gauche nous avons beaucoup d'ennemis : les groupes chauvins, les groupes réactionnaires, le gouvernement. Tous peuvent s'unifier pour nous combattre. Cela a été le cas lors des dernières élections à l'université de Malaya, où ils ont mené campagne contre nous sur les campus et dans la presse nationale, en dénigrant le mouvement de gauche et tout particulièrement le Club Socialiste. Nous savons qu'à l'avenir les choses ne seront pas, pour nous, plus faciles mais bien plus difficiles, vu les investissements croissants des américains ici. Tous mes camarades et moi en sommes conscients. C'est pourquoi nous voulons renforcer notre compréhension politique et notre implantation dans les campus. C'est pourquoi il nous faut approfondir notre compréhension du socialisme pour comprendre pourquoi on nous attaque ainsi. Cette tâche, pour nous, jeunesse du pays, qui luttons pour notre mère patrie Malaya, est une responsabilité à la fois très lourde et très honorable.

Q. - En tant que dirigeants du mouvement étudiant malais, vous avez été amenés à participer à des activités internationales, notamment avec l'Association des Etudiants Asiatiques. Elle a tenu une conférence à Bangkok. Et tout récemment une seconde en Australie. Qu'en penses-tu ?



R. - L'Association des Etudiants Asiatiques n'a vu le jour que récemment. Il nous faut d'abord retracer les étapes de sa création. Avant, il y avait l'ISC (International Student Conference -- Conférence Etudiante Internationale) qui cherchait à organiser les mouvements étudiants d'Asie et à les lier au bloc occidental. En 1968, cette organisation a été démasquée comme financée par la CIA. Le scandale avait commencé à éclater en France où des articles sont parus, montrant que certaines associations américaines et britanniques étaient financées par la CIA. Puis le scandale s'est étendu et nous avons appris que tel était le cas de l'ISC elle-même. Ce fut très embarrassant pour le mouvement étudiant mondial et l'ISC fut dissoute. A cette époque, l'Union nationale des étudiants malais (PKPM) était contrôlée par des étudiants progressistes et elle initia la formation de l'A.S.A.

La première conférence fut tenue à Kuala Lumpur. C'est aussi là que fut localisé le premier secrétariat. Mais, en 1970, le gouvernement refusa de légaliser cette association et de lui laisser ouvrir des bureaux. C'est pourquoi, après la conférence de Bombay en 1972, le siège du secrétariat fut transféré à Hong Kong. Cette association coordonne toutes reusesment les associations d'étudiants manquaient d'informations précises sur la situation en Corée du Sud, dans les Philippines de Marcos ou l'Indonésie de Suharto. C'est pourquoi cette commission a été formée avec, comme objectif, la sortie d'un bulletin d'information.

C'est tout ce que l'A.S.A. a discuté durant cette conférence. Il y avait aussi un projet de se tourner vers les campagnes pour tenter de comprendre les problèmes de la population. Ce sera probablement pris en charge par le NSCT (Thaïlande.)

Du fait des divers degrés de compréhension politique, il y a eu beaucoup de discussions inutiles. Les étudiants asiatiques en tant que tels n'ont pas réellement d'orientation politique commune. Beaucoup de choses dépendront de qui contrôlera l'Association : l'extrême-droite ? des démocrates bourgeois ? Pour ce qui nous concerne nous essaierons de doter l'A.S.A. de l'esprit du tiers-monde asiatique, c'est-à-dire de faire en sorte qu'un groupe progressiste dirige l'association et en fasse un front uni de tous les étudiants asiatiques contre l'impérialisme.

Mais vu la taille de l'association, le problème de comment mettre en oeuvre les résolutions adoptées est particulièrement difficile à résoudre. Cela a toujours été un des problèmes des associations internationales étudiantes. Ce problème est aggravé du fait de l'absence d'orientation politique cohérente du mouvement étudiant. Avec les années, les directions changent. Une année une association peut être dirigée par un groupe progressiste et l'année suivante par l'extrême-droite ou des réactionnaires qui n'appliqueront pas les résolutions. Cette difficulté est inévitable vu que l'A.S.A. doit représenter toutes les associations nationales. Elle diffère d'un regroupement politiquement homogène de mouvements étudiants

Q. - Actuellement, dans le proche avenir, quelle va être, crois-tu, l'orientation de l'A.S.A. ?



R. - Je crois que pour les deux ans à venir l'A.S.A. sera contrôlée par un étudiant d'origine malaise qui a longuement milité avec l'Union des Etudiants Australiens, Krishna Shami. Je pense qu'il est un représentant type de l'A.S.A. : démocrate par nature. Il ne sera pas très offensif et lié à l'ensemble du mouvement étudiant mais ne prendra pas de décisions réactionnaires ou d'extrême-droite. Telle les Unions Nationales d'Asie, telles l'Union Nationale des Etudiants Malais, le Centre National des Etudiants de Thaïlande, l'Union des Etudiants Australiens, le Conseil National des Etudiants Indiens, la Fédération des Etudiants de Hong Kong, ainsi que d'autres aux Fidjis, en Papua New Guinea, au Bangla Desh, au Pakistan, etc.

Le principal objectif de l'A.S.A. est d'échanger des informations et de coordonner les Unions nationales des divers pays, de façon que chacune comprenne ce qui se passe dans les autres pays et puisse se soutenir mutuellement.

Par exemple, lors de la récente conférence "économique" de Bangkok (tenue à la veille du voyage du premier ministre japonais Tanaka en Asie du Sud-Est -- INPRECOR) ils ont parlé de la domination économique des japonais et des américains. Je crois que c'est la première tentative de discuter réellement de la domination étrangère dans les divers pays, et les débats furent fournis. C'est un peu plus tard que fut tenue la conférence annuelle à Melbourne en Australie (en juillet 1974 -- INPRECOR.)

Les étudiants qui étaient à cette conférence représentaient des courants d'opinion très divers. Par exemple les mouvements étudiants des Fidjis et de Papua New Guinea sont très récents et ne comprennent pas très bien la tendance des années 70, celle de la lutte des peuples contre l'impérialisme. Quant à l'Inde et au Bangla Desh, probablement à cause de la situation économique de ces pays, les représentants ne comprenaient pas non plus la dynamique des événements mondiaux actuels. D'autres, tels la HKFS (Hong Kong), l'AUS (Australie), les associa-

tions du Pakistan, du Liban, le General Council of Palestinian Students, le PKPM (Malais) avaient probablement une base commune : la lutte contre l'impérialisme. Leur compréhension du rôle de la conférence était la même : la nécessité de lutter contre la domination étrangère. Et ceci prendra des formes très concrètes. Ces associations ont créé une commission économique (Asian Student Economic Commission), basée en Thaïlande, avec à sa tête le NSCT. Elle centralisera les informations envoyées par toutes les associations d'étudiants sur les formes de la domination étrangère dans chaque pays. Ensuite, elles ont formé une commission sur la réforme de l'éducation (Asian Education Committee), basée en Australie, qui discutera et réclamera une réforme du système bourgeois d'éducation qui est au service du système capitaliste. Troisièmement, une commission sur la répression (Student Political Suppression), répression qui est une tendance actuelle, comme en Corée du Sud et en Malaisie. Malheureusement d'ailleurs, je crois, la tendance générale de la dernière conférence de l'A.S.A., une tendance favorable.

Q. - Cependant, en Thaïlande, on a assisté à une polarisation accélérée du mouvement étudiant. Le NSCT soutient le gouvernement Sanya (formé après le renversement de la dictature militaire en octobre 1973 -- INPRECOR) et les forces de police. Il se transforme en une sorte de groupe de pression sur le gouvernement. Par contre la FIST (Federation of Independent Students of Thailand -- Fédération des Etudiants Indépendants de Thaïlande) et d'autres, luttent contre cette tendance. De telles polarisations peuvent se manifester dans d'autres pays. Qu'en penses-tu ?

*

R. - Je pense que nous, en Malaisie, avons toujours été conscients de ce problème. C'est pourquoi le Club Socialiste et d'autres groupes se sont formés. Pour rendre notre orientation plus claire et éviter de voir notre action dépendre du contrôle de l'Union Etudiante. Nous voulons pouvoir la poursuivre en toutes circonstances. Le cas des Philippines est révélateur. Après des manifestations de masse, Marcos a décrété la loi martiale et la plupart des étudiants ont dû rentrer dans la clandestinité. De telles situations se produiront ailleurs, y compris dans mon pays.

Nous voulons aider au développement de luttes massives contre le régime, pour que la masse des étudiants comprenne quelles sont les alternatives. Nous savons que les étudiants, par eux-mêmes, ne fourniront pas d'alternative. Aux Philippines ils ont manifesté en masse, ils ont chanté des chansons dans la rue, ils ont jeté des cocktails molotov, et Marcos est toujours en place. Mais ce que nous voulons, c'est

que le maximum d'étudiants comprennent, à travers les mobilisations, ce qu'est la réelle alternative. Ce n'est pas encore arrivé en Thaïlande, en Malaisie. Nous espérons que cette tendance va se manifester.

Les scissions au sein du mouvement étudiant sont choses communes. Nous n'espérons pas pouvoir nous unir tous autour des mêmes objectifs de lutte. Si cela était le cas, la lutte serait trop facile ! Nous pensons que les scissions sont nécessaires parce que tous ne croient pas aux mêmes perspectives. Par exemple, en Thaïlande, avant le soulèvement d'octobre 1973, la FIST n'existait pas. Mais le problème était déjà posé; et après le soulèvement il y a eu la scission entre la FIST et le NSCT. La FIST a sa propre orientation; le NSCT, sans orientation correcte, balançait de droite à gauche. On peut voir la même chose en Malaisie. L'Union des Etudiants Malais verra l'orientation de sa direction varier. Mais notre mouvement restera, lui, avec une politique constante. A tout moment nous pouvons être rejetés de la direction de l'Union. Mais nous continuerons avec notre mouvement propre.

Q. - En rapport avec ce que tu as dit à l'instant, il y a d'un côté la dite A.S.A. qui coordonne les diverses Unions Nationales Etudiantes. Mais si la situation politique évolue, il faudra une orientation politique très claire que l'A.S.A. ne pourra pas avoir. Pour renforcer notre lutte anti-impérialiste, il nous faut un organe de solidarité à l'échelle asiatique, capable de se battre sur une telle orientation claire. Nous commençons juste les discussions et nous devons les poursuivre. Mais quel est ton avis quant à la nécessité de créer un mouvement de jeunes et d'étudiants asiatiques capable de remplir cette fonction ?

*

R. - Nous avons déjà pensé à ce problème car nous sommes convaincus de la nécessité d'une orientation claire pour poursuivre la lutte. Je pense que la Conférence de la Jeunesse Asiatique de 1974 est un exemple concret d'appel aux étudiants asiatiques pour se rassembler, discuter et penser à ce que peut être la prochaine étape de l'organisation des étudiants asiatiques sur une ligne clairement et directement anti-impérialiste. Nous devons être capables de poursuivre la lutte jusqu'à la libération de nos pays -- et, après cette libération, nous devons continuer à affirmer notre solidarité envers les autres luttes anti-impérialistes.

Il y a en Malaisie le Club Socialiste, et d'autres groupes. Il y a en Thaïlande le FIST. A Singapour je connais un groupe d'étudiants qui lutte sur une perspective analogue à la nôtre. Ce ne sont que des exemples. Il importera de poursuivre contacts et actions communes.

MOZAMBIQUE

7 septembre: un pas vers l'indépendance

L'accord signé le 7 septembre dernier à Lusaka entre les représentants du FRELIMO, dirigés par Samora Machel, et une délégation du gouvernement portugais ayant à sa tête le ministre des affaires étrangères, Mario Soares, représente une étape importante dans le développement de la lutte pour la libération de tout le continent africain du colonialisme et du racisme. Le 25 septembre, le mouvement de guerrilla créé il y a

10 ans pour lutter contre la domination portugaise sur son territoire recevra les 2/3 des charges gouvernementales et fournira le premier ministre du gouvernement qui mènera le pays à l'indépendance le 25 juin 1975.

Il y a trois mois, le dirigeant du gouvernement portugais, Spínola, élaborait une formule qui essayait de

freiner le processus de décolonisation à travers les manoeuvres contenues dans le "projet" qu'il formula alors pour la réalisation de l'auto-détermination. Il fallait éviter la remise directe du pouvoir aux forces de libération en prônant une "auto-détermination basée sur le fonctionnement d'un système démocratique" qui devrait faire suite à un cessez-le-feu. Le but recherché était tout d'abord de désarmer les combattants des forces de libération et, ensuite, d'encourager l'apparition de groupes -- particulièrement au sein de la petite-bourgeoisie africaine -- d'accord de faire des concessions à l'impérialisme portugais et internationale et qui feraient concurrence, dans l'"arène démocratique" aux mouvements de libération.

Face à cet assaut, les manoeuvres prévues par Spínola ne connurent même pas un début de réalisation. En août, le COREMO, un groupe dirigé par d'anciens membres du FRELIMO, qui avaient scissionné de ce dernier au cours de la crise interne de 1969/70, annonça la formation d'une coalition alternative de 5 petits partis ayant des racines ténues dans la petite-bourgeoisie urbaine africaine. On n'a plus entendu parler de ce groupe, tandis que le FRELIMO a été capable d'organiser des meetings regroupant des milliers de personnes dans les zones urbaines.

De plus, des secteurs significatifs de la population blanche grosse de 250.000 personnes, particulièrement les étudiants et les membres des Démocrates du Mozambique, se sont rangés publiquement aux côtés du FRELIMO. Dans une telle situation Spínola n'avait pas d'autre choix que celui de négocier avec les combattants des mouvements de libération qui se renforçaient nettement dans le pays.

Evidemment l'annonce de l'accord de Lusaka fut accueillie par une réaction d'arrière-garde dans des secteurs de la population blanche regroupés à Lourenço Marques. La nouvelle fut suivie par une occupation immédiate de la principale station de radio du Mozambique par des blancs s'appelant le Mouvement Pour Un Mozambique Libre. Leur but était la "déclaration de l'indépendance du territoire sans le FRELIMO." Mais deux éléments entraînèrent l'effondrement total de ce mouvement au milieu de la semaine suivante. Tout d'abord il ne reçut aucun appui de la part de la population blanche en dehors de Lourenço Marques. Ensuite, la réaction de la population noire de cette ville fut immédiate et violente, rendant impossible aux rebelles de considérer même la possibilité de contrôle du port.

La bataille de Lourenço Marques causa la mort de 100 personnes, principalement des africains. Mais elle a montré sans équivoque à la population blanche du Mozambique qu'une solution à la Rhodésienne était impossible à réaliser. Il ne serait pas surprenant que les quelques mille "réfugiés" qui sont arrivés à Johannesburg deviennent la source d'autant d'histoires d'horreurs pour la presse mondiale que cela avait été le cas, il y a dix ans, lors des événements du Congo. Mais il ne fait aucun doute qu'il n'y aura aucune possibilité de retour pour le petit groupe de racistes blancs qui s'enfuient maintenant du Mozambique.

Quelles sont les perspectives à long terme du FRELIMO pour le nouvel Etat ? La première question cruciale pour le nouveau gouvernement sera ses relations avec les Etats racistes blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud. Une application totale des sanctions économiques à la Rhodésie, bloquerait immédiatement la sortie par le port de Beira de 90 % du commerce de ce pays. Cependant le régime de Smith vient d'annoncer la réalisation d'une voie de chemin de fer passant par le Pont Beit vers l'Afrique du Sud, qui devrait lui permettre de réduire quelque peu sa dépendance sur le Mozambique. Les liens de l'Afrique du Sud avec le Mozambique et sa dépendance sur ce pays pour le transport apparaissent clairement. Une grande partie du commerce de la région industrielle du Transvaal passe par

le port de Lourenço Marques. Les mines d'or d'Afrique du Sud dépendent du Mozambique pour la fourniture sur contrat de 100.000 travailleurs chaque année, ce qui représente 25% de leur main d'oeuvre. Le barrage de Cabora Bassa sur le Zambèze dans la province du Tete doit être relié par des câbles de haute tension aux centrales électriques d'Afrique du Sud vers lesquelles il doit exporter une grande partie de sa production. Le problème, pour le FRELIMO, est que cette dépendance fonctionne dans les deux sens. Il ne fait aucun doute que la perte de revenus qui suivraient la rupture de tous liens avec ces pays auraient, temporairement, de lourds effets économiques pour le nouvel Etat. Et on ne peut pas faire confiance aux directions des Etats africains au Nord du Mozambique pour compenser de façon adéquate les pertes qu'entraîneraient de telles actions.

Le second grand point d'interrogation posé est sur la nature de classe du nouveau régime. Il ne fait aucun doute que le FRELIMO, dans sa direction et ses unités de combat, a représenté, particulièrement depuis la scission de 1969-70, un des mouvements les plus explicitement anti-impérialistes et ayant la plus forte base populaire du continent. Il s'est toujours battu contre les manoeuvres de la petite-bourgeoisie africaine et s'est construit une base solide parmi le prolétariat urbain et la paysannerie du pays. Néanmoins un des aspects les plus gênants des déclarations qui ont suivi l'accord de Lusaka a été l'absence d'engagement ferme du FRELIMO à réaliser un changement fondamental du système économique et social. Il est clair que l'accord de paix va déclencher une offensive générale des intérêts impérialistes qui vont tenter de se maintenir dans le pays. Cette offensive prendra de nombreuses formes subtiles et constituera un premier test pour juger de la volonté et de la capacité de la direction du FRELIMO de se montrer à la hauteur de la phraséologie socialiste qu'elle a utilisée toujours plus au cours de ces dernières années.

Le degré accru de mobilisation de masse que le FRELIMO a encouragé au cours de la lutte sera un facteur important dans la situation. La mise en place d'une solution néo-coloniale ne sera pas facile dans un pays dont la population a une aussi longue histoire de lutte. Dans ce sens la réalisation de l'indépendance du Mozambique est fondamentalement différente de l'expérience de la majorité des territoires africains au nord.

Il n'est pas non plus possible d'ignorer l'influence que cet événement aura sur les populations africaines de Rhodésie et d'Afrique du Sud. Déjà, en Rhodésie, les guerrillas du ZAPU-ZANU ont réalisé une avance significative dans le nord-ouest du territoire. En Afrique du Sud, la vague de grèves du prolétariat noir qui commença au printemps 1973 et s'est prolongée sans relâche jusqu'à maintenant, reflète la renaissance d'un mouvement qui avait été temporairement écrasé après le massacre de Sharpeville et la sévère répression du début des années 60. L'indépendance imminente du Mozambique représentera certainement un point de ralliement pour les masses d'Afrique du Sud dans leur ensemble. Le principal résultat de la victoire du FRELIMO sera peut-être d'avoir stimulé le développement de la lutte contre les derniers régimes racistes blancs d'Afrique du Sud.

16 septembre 1974
Tony Southall



AUSTRALIE

tournée de meetings de ernest mandel

Du 10 au 20 septembre 1974, le camarade Ernest Mandel, membre du Secrétariat Unifié de la IV^{ème} Internationale, a fait une tournée de conférences publiques en Australie, rendue possible par l'annulation, par le gouvernement travailliste, de l'interdiction de séjour décrétée contre lui il y a quatre ans, par le gouvernement conservateur alors en place dans ce pays.

Cette tournée de conférences, organisée conjointement par la Socialist Workers League et la Communist League, toutes deux organisations sympathisantes de la IV^{ème} Internationale en Australie, a eu un succès considérable. Un total de 8.000 personnes ont assisté aux quatre réunions publiques organisées par la SWL et la CL sur le thème "Le capitalisme peut-il survivre ?", ainsi qu'aux réunions organisées dans sept universités du pays sur le thème :

"Qu'est-ce que l'Union Soviétique et où va-t-elle ?"

Les deux meetings les plus réussis furent ceux de Sydney, auquel assistèrent 1.000 personnes et celui de Melbourne, auquel assistèrent 1.200 personnes. A Brisbane les fascistes essayèrent d'empêcher le meeting en téléphonant à la police qu'une bombe était déposée dans la salle de réunion. Le meeting se déroula avec toute l'assistance, en plein air, à proximité de la salle que la police avait fait évacuer.

Le camarade Mandel fut également interviewé par la télévision et la radio ainsi que par plusieurs quotidiens. Il eut l'occasion de participer à un grand débat télévisé sur l'inflation, auquel participèrent des dirigeants d'organisations syndicales et patronales et le président du Parti Communiste australien.

GREVE POUR LE CHILI A SRI LANKA

A l'occasion de la journée de solidarité internationale avec le Chili, le 11 septembre, le Ceylan Merchantile Union (CMU), syndicat de tendance lutte de classes dirigé par nos camarades du Revolutionary Marxist Party (section ceylanaise de la IV^{ème} Internationale) a organisé une heure de grève et de manifestation. L'action avait été préparée par plusieurs semaines de mobilisation (banderoles tendues au travers de nombreuses rues, tracts, etc.), après que le Conseil Général du Syndicat ait pris cette décision de façon unanime.

A 11 heures, le 11 septembre, les militants du CMU arrêtaient le travail, se rassemblèrent devant leurs entreprises et partirent en manifestation. Tous les quartiers de Colombo furent sillonnés, pendant une heure, par ces mini-cortèges, qui, pour certains, rassemblaient plusieurs centaines de travailleurs. Les slogans des manifestants réclamaient :

- la fin de l'état de guerre interne contre le peuple
- la suppression des tribunaux militaires,
- la libération des prisonniers politiques et syndicaux,
- le respect des libertés démocratiques et syndicales.

Le soir se tint un meeting au cours duquel notre ca-

marade Bala Tampoe, secrétaire général du CMU, tira les leçons du coup d'Etat chilien devant les militants du syndicat.

Enfin, le 12 septembre au soir se tint un second meeting, appelé en commun par le CMU et plusieurs autres organisations syndicales, dont le Ceylon Workers Congress et le Ceylon Democratic Congress, puisants chez les travailleurs tamils des plantations. Mais tous les autres syndicats avaient refusé de participer à la grève et aux manifestations du 11 septembre. Car à Ceylan mobiliser activement les travailleurs contre la junte chilienne a des implications immédiates. Cela revient à mettre en accusation le gouvernement de Front Uni de Gauche qui a les mains tachées du sang du prolétariat rural et de la jeunesse cinghalaise depuis qu'il a lancé ses forces de répression contre le JVP (Janatha Vimukti Peramuna -- Front de Libération Populaire) en avril 1971.

Cela revient à lutter pour la libération de milliers de révolutionnaires qui restent encore en prison, pour l'acquiescement de Wijeweera et des autres dirigeants du JVP jugés actuellement, pour la reconquête du droit de grève aboli en vertu de l'état d'urgence en vigueur depuis trois ans. Danger mortel pour les bureaucraties syndicales corrompues liées à la coalition gouvernementale au pouvoir. Mais la

mobilisation organisée par le CMU a eu un impact très profond chez les travailleurs. Aussi le SLFP (parti de Mme Bandaranaike), le LSSP et le PC ne pouvaient rester sans réagir. On vit donc les organisations de jeunesse des trois partis au pouvoir convoquer à la dernière minute un meeting pour le 10 septembre et tenter ainsi de reprendre l'initiative. On vit les syndicats liés à la coalition gouvernementale faire de même le 13 septembre en donnant la parole à N. M. Perera et Colvin de Silva ministres du LSSP, pour dénoncer les "atrocités commises contre les travailleurs chiliens." La presse aux ordres, le Ceylon Daily News en tête, y alla elle aussi de sa larme de crocodile. Ce journal, dans son éditorial du 13 septembre, après avoir affirmé qu'il s'associait à la campagne internationale de protestation parce que "la suppression totale des libertés où que ce soit est une cause de préoccupation

morale (!)" montre ses motivations profondes. Le Front Uni de Gauche à Ceylan et l'Unité Populaire au Chili étaient deux gouvernements élus, dont la commune aspiration était de construire un socialisme fondé sur une base démocratique. "Que les travailleurs ceylanais soutiennent donc fermement leur gouvernement s'ils veulent éviter de subir le sort de leurs frères chiliens..." Malgré toutes ces manoeuvres de diversion les mobilisations impulsées par le CMU ont constitué un acquis pour l'avenir. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical ceylanais, une grève a eu pour seul objectif l'affirmation de la solidarité internationale des travailleurs. Pour la première fois depuis avril 1971 et l'état d'urgence une manifestation ouvrière ayant un sens directement politique et anti-gouvernemental a pu se tenir.

le 11 septembre en europe



Au cours de la semaine du 11 au 20 septembre de nombreuses manifestations de solidarité avec la lutte du peuple chilien contre la junte militaire de Pinochet se sont déroulées en Europe et dans le monde. A la fin août, les différents mouvements de solidarité avec le Chili s'étaient rencontrés en Italie afin de lancer un appel commun à des mobilisations dans tous les pays à l'occasion du premier anniversaire du coup d'Etat militaire chilien.

La mobilisation en Europe a connu une très grande ampleur. Les principaux slogans des manifestations insistaient sur le soutien à la résistance, la libération des prisonniers politiques et le rétablissement des libertés démocratiques, ainsi que sur la nécessité de boycotter tout commerce avec la junte de Pinochet.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à ces manifestations, organisées dans la majeure partie des pays, essentiellement par les mouvements de solidarité animés par les organisations révolutionnaires. Il faut souligner en effet la "discretion" des organisations réformistes qui ont refusé de s'associer à cette campagne. A Londres, plus de 10.000 personnes se sont rassemblées, en dépit du retrait, à la dernière minute, du Labour Party et du TUC de la campagne unitaire. En Italie, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations à Rome et à Milan, avec pour la première fois des militaires en uniformes dans les rangs des manifestants. A Paris de 10 à 15.000 personnes ont manifesté à l'appel du Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien, et 3.000 personnes à Zurich, en Suisse, à l'appel des Comités Chili.

En Allemagne, une manifestation nationale appelée par les Chili Komites a rassemblé plus de 30.000 personnes à Frankfurt. Cette manifestation était appuyée, entre autres, par nos camarades du GIM et les militants du KBD. A Bruxelles, la manifestation des Comités Chili rassembla près de 4.000 personnes le 22 septembre; environ 2.500 personnes avaient participé le 14 septembre à "6 heures pour le Chili" à l'Université de Bruxelles.

En Suède, les Comités Chili ont organisé des manifestations dans les principales villes du pays : 5000 personnes à Stockholm, 1000 à Umea, 800 à Gottenbourg et 400 à Malmo. Un des résultats importants de la campagne des Comités Chili, fut le soutien qu'ils reçurent des travailleurs des ports. Ceux-ci ont en effet décidé un boycott du commerce avec le Chili du 11 septembre au 10 octobre, en refusant de décharger le cuivre venant du Chili.

Au Danemark, il y eut deux manifestations à Copenhague, vu le retrait du P.C. de la campagne unitaire. Les deux manifestations (Comité Chili et P.C.) réunirent chacune 2.500 personnes, et se terminèrent dans un meeting commun. Il y eut également des manifestations dans plusieurs villes de provinces.

Un an après le coup d'Etat militaire de Pinochet, et après de nombreux mois de mobilisations ininterrompues, le mouvement de solidarité européen avec la lutte du peuple chilien a montré une fois de plus sa force et sa vivacité. Les organisations européennes de solidarité avec le Chili avaient décidé, lors de leur réunion de la fin août, de se rencontrer à nouveau après les mobilisations de septembre afin d'envisager les perspectives d'une initiative commune dans toute l'Europe. Le mouvement de solidarité ne se démobilise pas !